

◆ *Discours aux Africains* ◆

Les solutions concrètes pour organiser
les sociétés africaines comme espace de modernité



KHEPERU N KEMET



Texte de la Conférence de Poitiers
Organisée par **KHEPERU N KEMET**
le 16 Novembre 2008

Conférencier: **Jose Do Nascimento**
Juriste et Politologue
Directeur de l'**ARPEMA**

Association de recherche sur les perspectives de la modernité en Afrique

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
1. Les questions correctes à poser	4
1.1 La question de la grille de lecture	4
1.2 La question des obstacles.....	11
A) Les Africanophages.....	11
B) La configuration actuelle de notre imaginaire social en puzzle.....	14
C) La confusion intellectuelle dans nos sociétés	16
D) L'étendue géographique de l'espace occupé par nos populations	16
1.3 La question de l'horizon politique: le paradigme commun	18
1.4 La question des paradigmes.....	23
1.5 La question de la lecture politique de l'œuvre de Diop.....	25
2. les solutions en débat ou à débattre	28
Première solution à débattre: le paradigme du "développement"	29
A) Le concept de développement en tant que paradigme.....	30
B) Le paradigme du développement comme véhicule d'un argumentaire géopolitique	32
1°) Les politiques de développement comme idée	33
a) Quand est apparue l'idée des politiques de développement?	33
b) D'où leur est venue au gouvernement américain l'idée des politiques de développement?	34
c) Quel était l'intérêt du gouvernement américain à proposer l'idée des politiques de développement?	35
2°) Les modèles de développement comme stratégie d'industrialisation: le piège géopolitique	37
C) Le paradigme du développement comme argumentaire idéologique	47
1°) Les origines du paradigme du développement en sciences sociales.....	48
2°) Les usages du concept de développement en sciences sociales	49
D) Que peut-on conclure sur le paradigme du développement?.....	51
Deuxième solution à débattre: le paradigme de la "Renaissance Africaine"	54
A) La définition du concept de Renaissance Africaine au regard du texte fondateur	56
B) Le fondement scientifique du paradigme de la renaissance africaine	58

1°) Un diagnostic: la trajectoire historique de l'Afrique selon les sources probantes de l'histoire africaine	59
2°) Prescription: l'impact de la trajectoire historique africaine sur la nature des politiques de modernité à mettre en œuvre	61
C) Des exemples concrets de politiques de renaissance africaine à mettre en œuvre	62
1°) Une politique d'assainissement du tissu social: l'assainissement de notre appareil économique	62
2°) Une politique de réappropriation des ressorts de l'historicité: la réappropriation de l'appareil d'État par la société civile	64
3°) Une politique d'assainissement de notre tissu culturel: l'assainissement de notre conscience historique	65
4°) Une politique de réappropriation de l'outil scientifique et technique	66
3. les solutions concrètes à retenir	67
A) Premièrement: assainir nos esprits	70
B) Deuxièmement: nous appuyer sur notre patrimoine philosophique pour définir un projet de société	71
C) En troisième lieu, se réapproprier l'État	71
D) En quatrième lieu: Se constituer en tant que parti politique pour coordonner notre action politique à l'échelle du continent.....	71
Conclusion	73

INTRODUCTION

Avant de commencer je souhaite dire un mot sur la raison de ma présence ici.

Je suis ici parce qu'un groupe de jeunes Africains a fait appel à ma personne en tant que co-auteur de l'ouvrage intitulé "*La Renaissance africaine comme alternative au Développement*", publié aux éditions L'Harmattan.

Ce groupe est constitué par les membres de l'association **KHEPERU N KEMET**: Buesso Mabondzot, Fulele Do Nascimento, Amouna Ngouonimba Nare Mari, Nzwamba Simanga, Makan Konate. Comme son nom l'indique, cette association s'intéresse à la question du devenir des sociétés africaines sous l'angle du changement dialectique. Cette association a fait appel à ma personne pour **répondre à une question d'urgence: quelles solutions concrètes pour l'Afrique?**

J'ai répondu positivement à cet appel pour deux raisons:

D'abord parce que c'est une demande légitime: par ces temps où l'Afrique voit ses propres enfants fuir à l'étranger pour échapper à ce qui leur apparaît être un continent sans espérance, il est plus qu'urgent de poser les questions politiques en terme de solutions concrètes.

Ensuite parce cette demande nous rassure: elle nous montre qu'en Afrique les générations se passent de main en main le flambeau de la lutte pour les libertés publiques et la prospérité matérielle.

Manifestement, la jeunesse africaine ne capitule pas face à l'adversité de la société africaine post coloniale. Cela est rassurant et honore cette jeunesse. Elle reste convaincue que les forces de la Raison peuvent venir à bout des forces de l'Obscurantisme. En un mot elle reste convaincue que les partisans de la Mât peuvent vaincre ceux d'Isfet.

Les jeunes qui ont fait appel à ma personne ont ajouté à leur question une précision qui rend un peu plus compliqué la réponse à donner. Ils m'ont dit souhaiter solliciter mon érudition pour **mettre en perspective les solutions concrètes à apporter à notre continent selon notre propre paradigme**.

Cette formulation soulève d'emblée une question: **que peut bien vouloir dire l'expression "*selon notre propre paradigme*"?** Par cette expression ils font



sans doute écho au mot d'ordre de Théophile Obenga qui appelle la jeunesse africaine à créer ses propres paradigmes.

Mais que veut dire Obenga par ce mot d'ordre? Créer des paradigmes dont la caractéristique serait entre autre chose leur origine exclusivement africaine? Probablement non. Car un paradigme même d'origine africaine peut être efficace comme il peut être erroné.

Sans doute ce qu'Obenga veut dire est qu'il nous faut créer des paradigmes qui servent nos intérêts, des paradigmes qui servent les intérêts des peuples africains. Il s'agit donc pour moi de répondre à la question posée selon un paradigme qui sert les intérêts des peuples africains.

Il n'est pas facile de répondre à partir d'un tel paradigme. Car nous autres intellectuels africains sommes imprégnés d'**européocentrisme**. Nous véhiculons une vision du monde formée à partir de paradigmes qui servent les intérêts de l'Occident. Nous pensons donc souvent non pas à partir d'une pensée autonome mais à partir d'une pensée hétéronome c'est-à-dire une pensée qui prend ses lois à l'extérieure d'elle même et sert des intérêts qui lui sont étrangers.

Toutefois, le propre de la Raison n'est-il pas justement de pouvoir par la méthode s'affranchir de tout ce qui obscurcie sa compréhension du réel? C'est pourquoi j'ai accepté l'invitation de l'association Kheperu n Kemet à mobiliser mon érudition pour mettre en perspective des solutions concrètes selon un paradigme qui sert les intérêts des peuples africains.

Je vais donc vous répondre en m'appuyant sur la Raison et la Raison seule. Cela signifie aussi que je ne vais pas manquer de surprendre voir de décevoir certains. Car si la raison traque le réel, elle le traque toujours au delà des apparences. Or la tendance naturelle de notre esprit est de rester au niveau des apparences. Pour cette seule raison qu'aller au-delà des apparences demande un effort de l'esprit pour distinguer le vrai du faux. Cet effort est justement celui de la pensée lorsqu'elle se fait critique.

Nous connaissons bien cet effort dans le contexte de notre culture autochtone. C'est en effet ce que nous enseigne notre patrimoine philosophique en Afrique. Comme le rappelle Pathe Diagne, la terminologie wolof en philosophie nous invite à distinguer le **Xalaat** (la pensée qui contemple le monde) et le **Xelaat** (la pensée qui interroge sur le monde). Plus précisément le Xelaat est la pensée qui revient sur elle même pour distinguer le vrai du faux. Elle est la pensée critique: celle qui soumet les apparences à l'épreuve pour distinguer le



vrai du faux. En un mot le Xelaat est la pensée qui après avoir contemplé le monde revient sur elle même pour observer, distinguer, trier, séparer, soupeser et enfin tirer des conclusions.

Pour répondre à la question qui m'est posée je vais faire comme le philosophe. Les philosophes nous surprennent souvent car lorsqu'on leur pose une question ils nous répondent souvent par une autre question. Cela en fait est normal. Les philosophes nous rappellent par cela que pour pouvoir entrevoir une solution encore faut-il que la question c'est-à-dire le problème soit correctement posé.

C'est pourquoi je propose un exposé selon le plan suivant:

- 1 - Les questions correctes à poser**
- 2 - Les solutions en débat ou à débattre**
- 3 - Les solutions concrètes à retenir**



1. LES QUESTIONS CORRECTES À POSER

J'en ai sélectionné **cinq (5)**:

- 1.1 la question de la grille de lecture;
- 1.2 la question des obstacles;
- 1.3 la question de l'horizon politique;
- 1.4 la question des paradigmes;
- 1.5 la question de la lecture politique de l'œuvre de Cheikh Anta Diop.

1.1 LA QUESTION DE LA GRILLE DE LECTURE

Un proverbe dit que "*l'éléphant qui n'a pas une bonne vue est celui là même qui finira par écraser ses propres enfants*". Ceci pour dire que la formulation de solutions concrètes pour l'Afrique dépend beaucoup de notre vision des réalités africaines, de la manière dont nous interprétons les réalités africaines. Si notre interprétation est correcte alors les solutions seront efficaces. En revanche si notre interprétation est erronée alors les solutions seront inefficaces.

Ceci soulève la question du prisme par lequel nous interprétons notre réalité. La plupart des chercheurs interprètent les réalités africaines sous l'angle de **l'évolutionnisme social**. Selon cette théorie toutes les sociétés passent par les mêmes étapes pour passer d'une forme d'organisation sociale simple c'est-à-dire inférieure (société sauvage, barbare, traditionnelle) à une forme d'organisation sociale complexe c'est-à-dire supérieure (société industrielle et démocratique).

Toujours selon cette théorie, le passage d'une étape à une autre se fait comme pour l'embryon humain par maturation diachronique (réalisation dans le temps d'un potentiel), de façon linéaire (on passe du moins au plus) et cumulative (on ne revient pas en arrière). À partir de cette vision, les chercheurs débouchent par conséquent d'une part sur des diagnostics en termes de retard historique, de cercles vicieux, de blocage historique et d'autre part sur des solutions en termes de rattrapage, de rupture, d'ajustement culturel, de révolution, de déconnexion, etc.

Depuis 50 ans, toutes ces solutions ont échouées dans leur ambition à transformer les réalités africaines. Face à ces échecs, les auteurs de ces solutions s'en prennent aux sociétés africaines. Ils concluent que finalement ce ne sont pas leurs solutions qui sont erronées. Ce sont les populations africaines qui sont rebelles à tout progrès.



C'est là un point de vue. Nous pouvons aussi adopter un autre point de vue. Par exemple celui selon lequel l'inefficacité de ces solutions vient de ceci que l'analyse que ces auteurs font des réalités africaines est erronée. Que leur diagnostic pourrait être erroné. Une première solution concrète serait peut être alors d'interpréter nos réalités non plus à travers le prisme de l'évolutionnisme social mais à travers celui de la **macchémologie**.

La macchémologie nous invite entre autre chose à interpréter nos réalités sous l'angle de la *traumatologie historique*. Est-ce une démarche pertinente ?

Tout dépend justement du regard que nous portons sur nos réalités. Une chose est certaine: dans le cadre de ce regard il est une chose que nous ne devons jamais oublier. À savoir, que les sociétés africaines ont subie au cours des 4 derniers siècles cinq agressions hyper violentes.

On peut citer :

- le commerce triangulaire;
- la colonisation;
- les religions révélées;
- la version africaniste de l'histoire africaine;
- l'axiologie de la guerre froide.

Toutes ces agressions ont forcément laissés des traces, des empreintes, des séquelles, des hématomes sur notre tissu social. Or si ces agressions font l'objet de diverses études du point de vue de leur genèse et de leurs modalités, on néglige de les étudier du point de vue des séquelles, des traces et des traumatismes durables qu'elles ont laissé sur notre tissu social.

Un peu comme si la fin de ces agressions s'étaient automatiquement accompagné d'un nettoyage (gommage) de toutes les séquelles et traumatismes qu'elles avaient causé. Or nous savons que ce n'est pas vrai. Lorsque deux boxeurs sortent du ring ils repartent tous les deux avec des hématomes. Ces hématomes se transforment pour certains en séquelles qui les handicapent à vie. Il en est de même dans les rapports de force entre les sociétés ou entre les nations.



Il y a donc des questions qui se posent:

- Quelles sont les traces, les séquelles, les hématomes, les traumatismes que ces 4 siècles de violences politique, économique, démographique, militaire, spirituelle, culturelle, ont laissés sur notre tissu social ?
- Qu'est ce qui dans notre manière de faire et de penser est l'expression des séquelles laissées par les agressions historiques dont nos sociétés ont été victimes ?
- Dans quelle mesure ces traces nous handicapent encore aujourd'hui dans notre volonté de transformer de façon qualitative notre réalité politique, économique et sociale?

Pour répondre à ces questions nous autres africains avons donc besoin d'une lecture de notre histoire sous l'angle de la traumatologie historique. Sans une telle lecture nous attribuerons toujours nos impasses actuelles à la fatalité, à la malédiction de la race ou encore à une tare culturelle.

La macchéologie nous permet de nous affranchir de ces explications obscurantistes pour ne retenir que des explications scientifiques. Pour cela, elle nous invite à focaliser notre attention sur les traces laissées sur notre tissu social par 4 siècles de violences, mais aussi à formuler notre diagnostic et nos solutions concrètes en prenant en compte ces traces.

Prenons par exemple la question de l'État en Afrique. Un grand nombre de chercheurs s'interrogent sur la nature de l'État post colonial en Afrique pour pouvoir expliquer ses postures. Divers théories ont été avancées: celle du néo-patrimonialisme, celle de l'État rhizome, celle de la politique du ventre, celle de l'autoritarisme culturel, etc. Toutes ces théories ont ceci en commun qu'elles adoptent une lecture évolutionniste et expliquent les postures de l'État post colonial africain par un héritage de tares culturelles. Or si on s'appuie sur la macchéologie on arrive à toutes autres conclusions. À des conclusions qui s'accordent avec les faits et qui éclairent sur les solutions concrètes.

Mais qu'est-ce donc que la macchéologie? La macchéologie est une discipline scientifique nouvelle fondée à l'Université parisienne de Saint-Denis par un universitaire africain, Galiba que l'on appelle aussi BEBEBE. Il faut lire son ouvrage, "*Les Cahiers de la macchéologie*".

La macchéologie est l'étude des macchèmes (actes de luttes et actes de combat) qui prennent leur origine dans des macchématiques (série de macchèmes intégrés, corrélés et liés par un sens, un but ou une fin). Ces macchèmes produisent des maccheta c'est-à-dire des traces, séquelles, hématomes, empreintes laissés par un macchème ou une macchématique.



Maccheta est le pluriel de macchetum.

Galiba nous donne l'exemple suivant: le coup de poing administré par Mohammed Ali à son adversaire est un macchème; quant à l'œil poché que l'on voit sur son adversaire c'est un macchetum. Les relations internationales donnent de belles illustrations de macchèmes, de maccheta et de macchématiques. Prenons par exemple la Guerre froide. La guerre froide a été un macchème. Elle s'est traduite par divers actes de luttes et actes de combat.

On peut citer :

- la guerre entre la Corée du Sud et la Corée du Nord;
- la guerre entre le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord;
- la guerre entre les dictatures sud américaines soutenues par les USA et les mouvements de libération en Amérique du Sud;
- les rivalités entre États africains pro-occidentaux et États africains progressistes soutenus par l'U.R.S.S.;
- le Maccarthisme aux USA c'est-à-dire la chasse aux communistes, etc.

Ces actes de lutte et actes de combat prenaient leur origine dans une macchématique précise: la rivalité entre l'URSS et les USA pour l'universalisation de leur modèle respectif de société. Charles Zorngibe a écrit un "*Que sais-je*" remarquable sur ce sujet. Il faut le lire. Il faut lire aussi le livre d'André Fontaine intitulé "*Un seul lit pour deux rêves*". La guerre froide en tant qu'ensemble de macchèmes a laissé sur le tissu social de beaucoup de pays des maccheta (traces, séquelles) dont les effets ont perduré au-delà de la guerre froide.

En Afrique par exemple, la guerre froide a provoqué au sein de notre tissu social la formation d'un macchetum particulier: l'État libertaire. Par État libertaire il faut entendre un État qui n'admet aucune autorité au dessus de lui (ni Constitution, ni Referendum) et aucune opposition devant lui (rejet du pluralisme politique).

L'État africain postcolonial est donc un État libertaire. Comme tel, il est le produit de l'axiologie politique de la guerre froide. Il faut rappeler en effet que dans la phase postindépendance, le contexte géopolitique international offrait aux acteurs politiques africains la perspective d'un gouvernement stable et exonéré de toute légitimité politique interne.



Dès lors qu'en matière de politique étrangère un gouvernement acceptait de s'aligner sur une des deux grandes puissances et qu'en matière de politique intérieure il acceptait de réprimer l'opposition, alors, l'une des deux grandes puissances lui garantissait l'assistance militaire nécessaire à la stabilité de son pouvoir. En d'autres termes, les deux grandes puissances concédaient aux personnes en charge du gouvernement une latitude libertaire à l'endroit de leur société civile, en échange d'un alignement en politique internationale. Elles les exonéraient de toute légitimité interne. Le régime de Mobutu au Zaïre est le produit type même de cette axiologie de la guerre froide en Afrique.

Le problème est que cette latitude libertaire ne pouvait que conduire les leaders politiques africains à céder à l'inclination naturelle vers laquelle tend tout pouvoir. À savoir: l'abus de pouvoir.

Les acteurs politiques en Afrique ont su exploiter cette latitude libertaire que leur concédait l'axiologie du conflit Est-Ouest, pour monopoliser la scène politique (parti unique, suppression des libertés) et allouer, en toute impunité, les ressources financières de l'État à la satisfaction d'intérêts privés. Bref ils ont su mettre à profit l'axiologie du conflit Est-Ouest pour organiser un système politique libertaire.

Tous les politologues qui étudient la société politique africaine en dehors des préjugés de l'évolutionnisme social aboutissent à la même conclusion. Il en est ainsi du politologue Daniel Bourmaud selon qui les acteurs politiques en Afrique ont su exploiter la rente bipolaire pour conserver le pouvoir. Il faut lire son livre: "*Politique en Afrique*", Ed.Montchrestien, 2008.

C'est donc l'axiologie de la guerre froide et l'exploitation la rente bipolaire par les acteurs politiques africains qui ont conduit à ce que l'État en Afrique se soit progressivement construit comme un État libertaire. De là vient par conséquent cette culture de l'intolérance politique qui s'est généralisé aux acteurs politiques africains. Ceux-là même qui dans leur ensemble ont fait leur classe au sein des partis unique ou au sein de partis d'opposition dont l'idéologie épousait le sectarisme de la guerre froide et qui avaient vocation à instaurer un parti unique.

C'est cette culture de l'intolérance politique qui a conduit à l'échec des conférences nationales organisées dans le cadre du processus de transition démocratique. La majorité des participants avaient les mains sales c'est-à-dire qu'ils étaient porteurs de cette culture de l'intolérance politique et avaient à un titre ou à un autre participé aux instances de l'État africain libertaire.



Il est donc scandaleux que certains politologues occultent cette axiologie de la guerre froide et attribuent la culture politique postcoloniale en Afrique à un héritage de tares culturelles. Bref certains veulent nous faire croire que l'échec de la démocratie en Afrique postcoloniale a des causes culturelles. Or la macchéologie nous conduit à une toute autre lecture. Elle nous montre que l'échec de la démocratie en Afrique postcoloniale a été provoqué par un macchetum laissé par la guerre froide: l'État libertaire. C'est cet État libertaire qui est la cause de la détresse morale et matérielle dans laquelle s'enfoncent les populations africaines.

Dès lors une solution concrète apparaît dans toute son évidence. Il faut mettre fin au caractère libertaire de l'État en Afrique en lui imposant une autorité au dessus de lui. Celle-ci comme partout ailleurs ne peut être que la Constitution. Il suit de là que l'enjeu politique réel en Afrique consiste non pas tant dans l'organisation des élections multipartites mais dans l'effectivité des constitutions.

Pour parvenir à cette effectivité des constitutions nous devons nous poser les questions suivantes :

- en ce qui concerne la rédaction des constitutions: qui a compétence pour désigner les rédacteurs et selon quelle procédure? quels critères de probité ces derniers doivent présenter pour pouvoir être désigné comme rédacteurs ?
- en ce qui concerne le contenu des constitutions: quelle doit être la philosophie politique de référence pour les rédacteurs?
- en ce qui concerne le contrôle de l'engagement des candidats aux élections à respecter la Constitution: or nous savons aussi qu'un candidat ne respecte la Constitution que s'il a des convictions démocratiques. Et ce n'est pas le cas de ceux qui ont été membres des partis unique ou qui ont été membres de partis d'opposition dont l'idéologie épousait le sectarisme de la guerre froide et avait donc vocation à instaurer un parti unique. Une solution concrète au problème de l'engagement des candidats à respecter la Constitution consisterait donc à exiger que tous les candidats à une élection présidentielle, parlementaire ou municipale doivent présenter les mains propres c'est-à-dire n'avoir jamais exercé un mandat politique ou une fonction gouvernementale au sein d'un État africain libertaire.



Comme vous le voyez, la question du prisme par lequel nous interprétons notre réalité est un enjeu. Car à travers le prisme de l'évolutionnisme social certains veulent nous faire croire que tel nous sommes aujourd'hui, tel nous avons toujours été. Et qu'en conséquence la seule solution serait le rattrapage par voie de mimétisme.

Or d'autres prismes nous apprennent plutôt que nos sociétés sont des sociétés qui ont été cassées, tordues. Il ne s'agit donc pas de rattraper un retard mais de réparer un tissu social. Non pas d'ajuster une culture mais de redresser un tissu psychologique. Ce n'est pas pour rien que Cheikh Anta Diop dit que *"l'Africain qui m'aura lu est celui là même qui verra se réveiller le géant qui sommeille en lui"*. C'est en effet ce géant qu'il faut remettre sur pied en lui donnant une autre lecture de ses réalités sociales.

Par exemple c'est la vision évolutionniste que l'Occident a introduit en Afrique qui empêche certains africains de comprendre la thèse d'une Égypte mélanoderme. Ils disent fréquemment que si c'est vrai que les Égyptiens étaient des Noirs alors pourquoi aujourd'hui nous sommes sous-développés? Pour qu'ils aient une réponse à leur question on voit bien qu'il faut leur donner une lecture macchéologique de la dynamique des sociétés. C'est-à-dire une lecture qui montre que la dynamique des sociétés n'est jamais linéaire et cumulative mais plutôt le résultat de rapports de force et partant qu'elle est faite de phases de progrès et de régression.

Il leur faut par exemple comprendre que la régression historique des sociétés africaines est un macchetum laissé par trois macchèmes particuliers:

- l'implosion des religions révélées;
- le commerce triangulaire; et
- la colonisation.

Ces macchèmes trouvent eux mêmes leur origine dans une macchématique singulière: l'expansion extraterritoriale des peuples européens à partir du 16ème siècle en vue de se procurer les matières premières nécessaire à leur progrès historique.

Comme vous le voyez la macchéologie peut être utilisée comme grille de lecture commode pour analyser notre réalité politique sous l'angle de la traumatologie historique et sociale. Elle peut aussi être utilisée comme une grille de lecture commode de la dynamique des sociétés comme expression d'un processus macchématique et non pas évolutionniste.



1.2 LA QUESTION DES OBSTACLES

Un proverbe dit que "*celui qui n'identifie pas au préalable les obstacles auquel il sera confronté butera nécessairement sur ces obstacles*". Ceci pour dire qu'**il nous faut avant toute chose faire preuve de méthode**. Elle seule permet de vaincre l'adversité du réel.

Or d'un point de vue méthodologique il nous faut d'abord prendre acte de l'ampleur de la tâche, du caractère colossal de la tâche. Car avant même d'envisager la mise en œuvre de solutions concrètes, nous avons d'abord à vaincre quatre obstacles majeurs :

- les africanophages;
- la configuration actuelle de notre imaginaire social en puzzle;
- l'immensité géographique de l'espace occupé par nos sociétés;
- la confusion intellectuelle dans nos sociétés.

A) Les Africanophages

Il s'agit de tous ceux qui se nourrissent et s'enrichissent à partir de l'appauvrissement des peuples africains. On les trouve en Occident mais aussi en Afrique.

Nous avons forgé ce concept d'*africanophage* pour bien identifier nos adversaires. Il nous permet de comprendre que tous les occidentaux ne sont pas nos adversaires. N'oublions jamais qu'aux États-Unis des hommes blancs ont été lynchés par le Ku Klux Klan pour avoir combattu le racisme. Nous comptons donc parmi les occidentaux des personnes qui portent en elles les valeurs universelles des droits de la personne quelque soit sa culture, sa nation ou son isoderme. **Nos adversaires sont uniquement les africanophages. Qu'ils soient Occidentaux ou Africains.**

Les africanophages sont puissamment armés et disposent donc d'une grande capacité de répression. Ils nous observent et sont prêts à nous éliminer sans état d'âme dès lors qu'ils sentent que nous constituons une menace sérieuse. Lumumba, Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Félix Moumié, Kwamé Nkrumah sont leurs victimes les plus illustres. Cheikh Anta Diop aussi qui avait été interdit d'enseignement à l'Université de Dakar jusqu'à la fin des années 70.



Comment vaincre les africanophages? Sûrement pas par une attaque frontale. Nous sommes à armes inégales. Les africanophages d'Occident n'hésitent pas à faire des interventions militaires pour venir au secours de leurs congénères africains. Il faut utiliser la méthode du judo qui consiste à se servir de la force de l'adversaire pour le déséquilibrer.

On aurait pu penser qu'en Afrique la méthode du judo consisterait à prendre les africanophages occidentaux au piège de leur propre discours en jouant à fond la carte de la démocratisation des régimes politiques. Cela permettrait de prendre leur opinion publique à témoin et les priver des arguments par lesquels ils justifient auprès de celle-ci leur intervention militaire.

Mais l'exemple du FIS qui en Algérie a été privé de sa victoire électorale avec la complicité des africanophages occidentaux nous montrent que ce n'est pas là une bonne solution. Car les africanophages tiennent un double langage. Ils veulent bien des élections démocratiques mais à condition toutefois qu'elles portent au pouvoir des africanophages africains.

Comme vous le voyez la question reste posée: peut-on vaincre la coalition des africanophages occidentaux et africains en évitant un affrontement frontal? Faute de pouvoir répondre à cette question, on doit au moins la poser. Nous ne pouvons pas ignorer cette question. Thomas Sankara est mort à l'initiative de la coalition des africanophages occidentaux et africains.

Une chose est certaine: nous devons nous interroger sur les moyens qui peuvent nous permettent d'éviter un affrontement frontal avec la force militaire des africanophages occidentaux et africains.

Deux pistes peuvent être soumises à la réflexion :

- La première consisterait à miser sur la capacité de la diaspora mélanoderme en Europe et aux USA à neutraliser les ingérences militaires occidentales dans le processus démocratique en Afrique. La stratégie consisterait à ce que cette diaspora s'investisse complètement dans la vie politique en Europe et aux USA pour accéder aux postes de décision et d'influence: parlement, gouvernement, médias, entreprises, mairies, etc.
- La seconde consisterait prendre à témoin l'opinion publique internationale en invitant les médias et les Organisations de la famille des Nations-Unies à ouvrir un débat sur la question de la manière la plus correcte de poser la question de la démocratie en Afrique. Ce débat permettrait de mettre les africanophages occidentaux sous la pression de leur propre opinion publique.



La question à débattre serait la suivante: doit-on poser la question de la démocratie en Afrique en termes d'élections multipartite ou plutôt en termes de transparence politique?

La différence est importante et colossale. Car dans le premier cas on débouche sur de simples alternances électorales (changement d'hommes) qui ne remettent pas en cause les politiques africanophages que les uns et les autres appliquent. Dans le second cas, on débouche sur une véritable alternance politique puisque la transparence politique s'organise selon des mécanismes qui ne peuvent que faire échec aux politiques africanophages.

Les mécanismes de la transparence politique sont les suivants:

- **transparence des élections:** les élections sont transparentes lorsqu'elles mettent en compétition non pas une multitude de candidats mais des candidats pluraliste c'est-à-dire dotés de programmes politiques différents et concurrents;
- **transparence des engagements électoraux:** les engagements électoraux sont transparents lorsqu' ils font l'objet d'un contrôle post électoral continu par un organe doté d'un pouvoir d'investiture et de destitution des candidats. Concrètement cela signifie qu'il faut créer un organe de contrôle des engagements électoraux. Celui-ci sera chargé de valider les candidatures, d'entériner les engagements électoraux, d'investir le candidat élu et enfin de destituer le candidat élu si l'action de son gouvernement ne coïncide pas avec ses engagements électoraux. Cet organe doit être un organe indépendant du pouvoir exécutif. C'est la leçon que nous donnent les expériences de la séparation des pouvoirs dans l'Afrique ancienne.
- **transparence de l'exercice des pouvoirs:** l'exercice des pouvoirs est transparent lorsque chaque pouvoir (exécutif et législatif) est soumis à une procédure de contrôle. Ainsi les actes du pouvoir législatif doivent faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité; les actes du pouvoir exécutif doivent faire l'objet d'un contrôle de légalité; enfin le pouvoir exécutif et législatif doivent être doté de moyens d'actions réciproque (droit de dissolution pour l'un et le droit au dépôt d'une motion de censure pour l'autre).



Bref dans le cadre de ce débat il nous faudra soutenir le point de vue selon lequel la question de la démocratie en Afrique doit être posée en termes de transparence. Il convient d'observer en effet que jusqu'à présent là où la question de la démocratie en Afrique a été posée, elle y a toujours été posée en termes d'exigence d'élections multipartites. Et ces élections là n'ont pu résoudre ni l'opacité, ni l'arbitraire, ni le caractère libertaire de l'exercice du pouvoir. La question de la démocratie y a donc été mal posée. Le SOPI électoral au Sénégal par exemple a conduit à un changement d'hommes mais pas à un changement des politiques mises en œuvre. Pour poser correctement la question de la démocratie en Afrique il faut donc la poser en termes de transparence politique. **Voilà une solution concrète à retenir.**

B) La configuration actuelle de notre imaginaire social en puzzle

Aujourd'hui notre imaginaire social est divisée, fragmentée, déchirée entre des imaginaires qui se perçoivent comme étrangers les uns aux autres et prêts à s'affronter.

On peut recenser:

- un imaginaire religieux fragmenté: chrétien, musulman, ancestrisme;
- un imaginaire intellectuel fragmenté: intellectuels africains d'obédience africaniste et intellectuels africains d'obédience Diopienne;
- un imaginaire politique fragmenté: marxistes, carriéristes, panafricanistes, clientélistes, démocrates;
- un imaginaire identitaire fragmenté: ethnique/nationale, créole/ autochtone/bounty, eurocentrique/afrocentrique/islamocentrique.

Le fait que ces imaginaires soient différents les uns par rapport autres ne pose pas de problème en soi. Au contraire cela prouve que nos sociétés ne sont pas monolithiques. Le problème est que tous ces imaginaires ne tombent pas du ciel. Ils sont nés dans le cadre de rapports de force dont ils conservent la mémoire. Or cette mémoire macchéologique rend ces imaginaires méfiants les uns à l'égard des autres. Dès lors les personnes qui véhiculent ces imaginaires sont potentiellement manipulables par les africanophages. Ceux-ci peuvent les amener à s'opposer sur la question des intérêts généraux à promouvoir en Afrique.



Tous ces imaginaires peuvent être manipulés, être convaincus qu'ils s'opposent entre eux et être prêt à s'affronter. Il n'y a pas si longtemps encore les marxistes africains pourfendaient Cheikh Anta Diop qu'ils qualifiaient de nationaliste identitaire et passéiste. En France, Kemi Seba est passé du kamitocentrisme à l'islamocentrisme. On a vu au Nigéria que musulmans et chrétiens ont été manipulés pour s'affronter, en Angola il existe une tension latente entre les assimilados qui ont une culture créole et les autres qui ont une culture africaine, au Congo on a vu s'affronter les partisans d'un socialisme bantou et les partisans d'un socialisme scientifique, etc.

La question que pose l'existence de ces imaginaires est la suivante: Comment amener tous ces gens à désamorcer la violence potentielle que véhicule leur imaginaire respectif? Comment reconfigurer le puzzle de l'imaginaire social en Afrique?

Nkrumah a proposé une solution: **le Consciencisme**. Mais combien d'Africains connaissent le Consciencisme? Existe-t-il en Afrique un débat sur le Consciencisme? Il faut donc lire l'ouvrage qu'il a publié aux Editions Présence Africaine intitulé "*le Consciensisme*".

L'œuvre de Diop offre aussi une solution: **restituer aux Africains la conscience de leur communauté d'origine**, d'intérêts et de destin par delà les multiples imaginaires dont ils sont porteurs. Mon avis est que cette solution offerte par l'œuvre de Diop est celle qui est la plus à même de faire échec à toutes les tentatives de manipulation de l'imaginaire social en Afrique. **Voilà pourquoi le travail de vulgarisation de l'œuvre de Diop est une des solutions à inscrire dans la liste des solutions concrètes.** Mettre l'œuvre de Diop à la portée des populations africaines est une solution des plus concrètes. Il faut donc réfléchir aux moyens de mettre cette œuvre à la portée de nos populations. On peut recourir aux documentaires de télévision, à la bande dessinée, aux chansons, aux pièces de théâtre, au cinéma, etc. Et dans tous ces cas de figure faire preuve de professionnalisme.



C) La confusion intellectuelle dans nos sociétés

L'Afrique est un déversoir de toutes les modes intellectuelles. Et les intellectuels africains adhèrent à ces modes sans aucun recul critique et s'opposent les uns aux autres à partir de ce qui oppose ceux qui créent ces modes. En d'autres termes, les intellectuels africains s'opposent souvent à partir de problématiques qui sont sans rapport avec leurs propres sociétés.

La conséquence en est que finalement beaucoup d'intellectuels africains ne sont que les antennes périphériques d'intellectuels occidentaux. Ils se contentent de reproduire le discours de ces intellectuels occidentaux. Il en résulte en Afrique une cacophonie intellectuelle qui ne permet pas à la Raison de jouer son rôle d'outil par excellence d'intelligence des solutions concrètes aux problèmes auxquels une société est confrontée.

Une chose est donc certaine: il nous faut créer en Afrique des centres d'excellence de la recherche. Des centres de recherche qui ne se contentent pas de reproduire les analyses des intellectuels occidentaux mais qui sont eux-mêmes capables de produire des analyses. C'est ce que nous avons fait en créant l'ARPEMA. **Voilà encore une solution à inscrire dans la liste des solutions concrètes.** L'existence du site internet ankhonline.com en tant que plateforme de veille intellectuelle sur l'écriture de l'Histoire africaine est un exemple à suivre et à multiplier dans d'autres domaines.

D) L'étendue géographique de l'espace occupé par nos populations

Cette étendue correspond à celle de notre champ d'action politique. En effet nous avons comme concurrents de grands ensembles territoriaux: USA, Russie, Chine, Union Européenne. Pour faire le poids face à ces ensembles, il nous faut nous organiser sur la même échelle qu'eux c'est-à-dire donner à notre État une échelle continentale. Face aux USA, à la Russie, à la Chine, et à l'Union Européenne peu d'États en Afrique peuvent s'en sortir. Seuls les grands États pétroliers et miniers le pourraient: Angola, Nigéria, Afrique du Sud, Congo Kinshasa. C'est pourquoi la majorité de nos pays ne peut s'en sortir que par la voie d'une solidarité continentale: **l'État Fédéral Africain**. C'est cela la signification du panafricanisme.



Il nous faut donc organiser notre action politique à l'échelle de l'espace géographique occupé par nos populations. Or là précisément se trouve une grande difficulté. Comment coordonner notre action politique à l'échelle du continent? Che Guevara s'est heurté à ce problème en Afrique.

Cheikh Anta Diop prévient qu'autant il est facile de coordonner une action politique à l'échelle d'un espace national non continental, autant il est particulièrement difficile de coordonner l'action politique à l'échelle d'un espace national à dimension continentale. Une telle échelle exige l'existence d'un parti politique à vocation fédéraliste et doté d'antennes nationales qui partagent entre eux le même paradigme politique. **Cela fait parti des solutions à inscrire dans la liste des solutions concrètes.** Les USA sont ce qu'ils sont devenus parce qu'au départ il y a eu un paradigme partagé par tous les partis politiques: l'indépendance et le fédéralisme.

Comment en Afrique parvenir à cette forme d'organisation politique? Il faut pour cela créer des partis africains fédéralistes qui partagent un même paradigme. On pourra les appeler des Parafedem (Parti pour la renaissance africaine, le fédéralisme et la démocratie). Mais, et la question est cruciale, quel pourra être le paradigme commun à tous les Parafedem créer dans chaque pays africain? C'est précisément ce que nous allons examiner ci-dessous.



1.3 LA QUESTION DE L'HORIZON POLITIQUE: LE PARADIGME COMMUN

Un proverbe dit que *"celui qui ne se donne pas un horizon est celui-là même qui court autour de lui même tout en étant convaincu qu'il avance à pas de géant"*. Ceci pour dire qu'il nous faut savoir avec précision vers quoi nous courons. Que voulons-nous construire, réaliser? Bref quel est notre projet de société?

L'horizon est cette ligne au devant de nous où le ciel, la terre et la mer se rejoignent. Notre horizon politique sera ce moment où notre projet et notre réalité politique se rejoindront, coïncideront.

Mais comment saurons-nous que nous avons atteint notre objectif? Et chemin faisant comment nous apercevoir que çà et là nous nous éloignons de notre objectif? Et pouvoir ainsi corriger le tir?

Il faut pour cela que nous définissions au préalable la configuration que devra présenter notre société pour que nous puissions un jour nous mettre debout et dire: *"voilà nous avons atteint notre objectif. Notre réalité politique se confond désormais avec notre projet politique"*.

Je dis cela parce qu'il faut avoir présent à l'esprit que le fédéralisme ne sera en Afrique un succès politique que si on arrive à répondre à la question suivante:

"Nous souhaitons fédérer les Etats africains pour construire quel type de société? Quel sera notre système politique, notre régime politique, notre système économique, notre système éducatif?"

Bref il nous faut travailler à l'élaboration d'un projet de société. Faute de quoi les fédéralistes africains une fois au pouvoir se livreront à du bricolage politique. Ce qui conduira bien vite à une société ankylosé et arbitraire.

C'est ce bricolage politique qui explique l'échec de la révolution communiste en URSS. Les Soviétiques savaient ce qu'ils voulaient renverser. Mais ils ne savaient pas de façon préalable ce que concrètement ils envisageaient de mettre à la place. C'est ce qui explique aussi que les communistes chinois en reviennent à la société capitaliste.



Rappelons-nous que la seule révolution qui ait réussi à l'époque contemporaine est la révolution libérale en Angleterre, en France et en Amérique. Si elle a réussi c'est uniquement parce que dans ces trois pays avant de prendre le pouvoir les révolutionnaires savaient déjà quel type de société ils voulaient construire. Ils avaient déjà défini les principes d'organisation de leur projet de société: un régime politique constitutionnel, la liberté du commerce et d'industrie, la séparation des pouvoirs, le respect de libertés publiques, la laïcité, etc...

Pour définir notre projet de société rien n'est plus simple. Il nous appartient de dire **quelle configuration nous souhaitons que présentent nos sociétés**. Quelle configuration nous souhaitons donner à notre société. Autrement dit quel est notre horizon politique? C'est une autre manière de définir notre projet de société.

Il m'apparaît à l'analyse que chaque fois que l'Afrique mélanoderme trébuche, elle trébuche toujours par défaut d'une organisation de ses sociétés sous l'angle de la modernité politique, économique et sociale.

C'est pourquoi je dis souvent que toute l'actualité politique de l'Afrique postcoloniale se résume ainsi en une seule question:

"Comment organiser les sociétés africaines postcoloniales comme espace de modernité?" La modernité est donc notre horizon politique. C'est la configuration que nous devons souhaiter donner à nos sociétés.

Mais avant de se demander comment réaliser notre projet de modernité encore faut-il savoir exactement ce qu'est la modernité. Car il y a sur ce sujet beaucoup de confusion.

La littérature médiatique et universitaire véhicule en Afrique une acception eurocentrique de la modernité. Elle y est présentée comme synonyme d'occidentalisation. Pour cette littérature être moderne c'est forcément emprunter les formes occidentales de civilisation, le modèle occidental d'organisation de la société. On comprend alors pourquoi les Africains ont pour la plupart une conception eurocentrique de la modernité.



Or cette acception eurocentrique pose deux problèmes :

- **Un problème épistémologique** d'abord: elle réduit la modernité à ses formes d'expression occidentale. Or cela est faux! La modernité telle qu'on la connaît aujourd'hui en Occident n'est que le reflet de l'expérience occidentale de la modernité. Et les impasses actuelles de la modernité ne sont que les impasses de l'expérience occidentale de la modernité.
- **Un problème sociologique** ensuite: elle fausse le rapport des Africains à la modernité. En effet, soit ils s'en méfient car ils y voient une trappe d'aliénation culturelle, soit ils y adhèrent sans recul critique et se lancent dans un mimétisme caricatural de l'Occident.

Une chose est donc certaine: les Africains doivent s'émanciper de cette acception eurocentrique de la modernité qui les amène à adopter une posture non constructive à l'égard de celle-ci. Il leur faut s'approprier une acception non ethnocentrique de la modernité.

Mais comment définir la modernité d'une manière non ethnocentriste? La solution consiste dans la formulation d'une acception sociologique de la modernité. Mais c'est là une chose difficile car notre cursus scolaire et universitaire nous enferme tous dans une définition eurocentrique de la modernité.

Nous avons fait au sein de l'ARPEMA une étude de l'étymologie du concept de modernité et des figures sociologique caractéristique d'une société moderne. Cette étude nous a conduit à une définition de la modernité sous l'angle de **la sociologie historique**. Nous ne pouvons exposer ici cette étude exhaustive qui fera bientôt l'objet d'une publication. Nous ne pouvons qu'exposer nos conclusions.

Il ressort de cette étude l'idée que du point de vue de la sociologie historique **la modernité doit être entendue comme la configuration que présentent les sociétés qui s'organisent sur la base des principes d'efficience (option pour la science et la technologie), de rationalité (option pour le logos par exclusion du Théos) et d'émancipation (option pour les fins humaines du pouvoir tel que l'entend Charles de Vischer; qu'il s'agisse du pouvoir politique, économique, social, spirituelle, technique ou scientifique).**



Cette configuration peut emprunter des formes diverses en fonction des expériences propres à chaque espace de civilisation. Mais ces formes ne permettent toutefois pas de conclure à un relativisme de la modernité. Car au delà de cette diversité, ces formes présentent quelque chose en commun. Elles donnent toutes aux sociétés concernées le profil d'une société qui s'organise comme espace de libertés, de prospérité matérielle, de responsabilité politique, d'inventivité, de sciences, de techniques et de spiritualité. **La modernité c'est cela et seulement cela. Une société qui s'organise comme espace de libertés, de prospérité matérielle, de responsabilité politique, d'inventivité, de sciences, de techniques et de spiritualité.**

On sait par exemple que la liberté d'expression en Europe et aux États-Unis n'a pas la même portée: limitée en Europe, elle est absolue aux USA. Cependant dans l'un et l'autre cas elles renvoient toutes les deux à une exigence fondamentale: la liberté individuelle.

La modernité est donc d'un point de vue socio-historique l'organisation de la société comme espace de libertés, de prospérité, de responsabilité politique, d'inventivité, de sciences, de techniques et de spiritualité.

Nous devons d'autant plus adopter la modernité comme notre horizon politique que l'Afrique ancienne n'a pas ignoré le phénomène de la modernité. Elle nous donne à voir des exemples de sociétés qui ont su s'organiser sur la base des principes d'efficacité, de rationalité et d'émancipation. Elle nous a même laissé en héritage une philosophie de la modernité. C'est celle qui transparaît à travers **le concept de Mâat**.

La notion de Mâat est d'une richesse sémantique exceptionnelle. Étymologiquement, selon Jean-Charles Coovi Gomez, cette notion signifie ce qui est vrai. De ce point de vue, elle peut faire l'objet de plusieurs lectures. Une lecture religieuse, morale, éthique, spirituelle, philosophique, politique, etc...

Nous proposons ici une lecture sous l'angle de la philosophie politique. Ce qui va donc être dit ici concerne uniquement une lecture de la Mâat sous l'angle de la philosophie politique.

La lecture des différents usages du concept de la Mâat sous l'angle de la philosophie politique laisse apparaître que **la Mâat est une norme déontologique de l'action et de la relation**. Elle invite à construire notre rapport à la transcendance, à la nature, à la société, à la technologie, à la science, à l'individu et à autrui sur les trois critères suivants: le Vrai , le Beau et le Juste.



Le **VRAI** c'est ce qui permet à une société d'acquérir l'efficacité nécessaire pour vaincre l'adversité du réel. Il s'agit donc de la science, de la technologie et des mathématiques.

Le **BEAU** c'est ce qui permet à une société de faire triompher en son propre sein des postures rationnelles. Il s'agit donc de la raison, de l'éthique, de la morale et de l'esthétique.

Enfin le **JUSTE** c'est ce qui permet à une société de s'émanciper de l'arbitraire de la force par le Droit. Il s'agit donc des fins humaines du pouvoir. Autrement dit, des droits de l'homme en général et des droits de l'individu en particulier à l'autonomie sa personne.

Bref la Mâat est une norme de l'action et de la relation qui a permis à certaines sociétés africaines de présenter une configuration absolument moderne sur le plan de la pensée (rejet du Théos), des institutions politiques (régime constitutionnel de la séparation des pouvoirs), de la technologie (usage de la science pour émanciper et non point pour asservir).

Il importe donc de connaître la signification exacte de la notion de Mâat. Certains commencent déjà à dénaturer cette notion en n'en faisant un usage mystique, ou religieux. Ils terminent leur courrier électronique par l'expression "*Que la Mâat soit avec toi*" comme certains disent "*Que la force soit avec toi*".

Or c'est là quelque chose de tout à fait contraire à ce que pensaient nos ancêtres. Pour eux la Mâat n'est pas quelque chose dont on invoque la protection. Pour eux la Mâat est quelque chose que l'on fait, que l'on accomplit dans son rapport avec la transcendance, la nature, la société, son prochain, la science, la technique, etc....

Lorsque pharaon dit qu'il a rétabli Mâat à sa place, il nous laisse entendre qu'il a rétabli le règne du vrai, du beau et du juste. C'est en cela que j'ai dit que c'est une norme de l'action et de la relation.

Rappelez-vous donc que la Mâat c'est la configuration idéale que nos ancêtres en Égypte souhaitaient que présente leur société. C'était leur horizon politique. Leur idéal politique. Il nous appartient de nous réapproprier cet idéal politique pour reconstruire nos sociétés comme sociétés qui s'organisent sur la base des principes d'efficacité, d'émancipation et de rationalité.



Et lorsque nous disons que **nous souhaitons que nos sociétés présentent une configuration Mâaty**, nous avons par là même défini notre projet de société. Car en disant cela nous disons que nos sociétés doivent s'organiser selon une rationalité qui épouse le Vrai, le Beau et le Juste comme normes de l'Action et de la Relation. Autrement dit, elles doivent s'organiser à partir des principes d'efficience, d'émancipation et de rationalité.

1.4 LA QUESTION DES PARADIGMES

Un proverbe dit que "*celui qui emprunte les yeux de l'oiseau pour observer le précipice est celui-là même qui n'hésitera pas à s'élancer dans les airs*". Ceci pour dire que si vous interprétez le monde à travers un discours qui n'est pas le vôtre, vous vous mettez en situation de danger. Vous verrez le monde comme autrui souhaite que vous le voyez et non pas tel que votre Raison pourrait vous le signifier.

C'est pourquoi il est important d'agir dans le monde selon ses propres paradigmes. Un paradigme nous permet de toujours agir au service de nos propres intérêts.

Le mot paradigme vient du grec *paradigma* qui veut dire un modèle, un exemple. On l'utilise dans les sciences exactes pour parler d'un modèle explicatif qui fait l'objet d'un consensus. On l'utilise aussi en sciences sociales pour parler d'une vision des tenants et aboutissants d'une question à laquelle on est confronté ou d'un projet que l'on envisage de réaliser.

C'est pourquoi nous devons être particulièrement conscient du fait qu'au regard de l'ampleur de la tâche que nous devons affronter **les solutions ne peuvent être formulées en termes de "il n'y a qu'à..."**

Elles doivent être formulées à partir d'une analyse théorique des plus rigoureuses de notre réel. Une analyse qui prend en compte tous les paramètres qui conditionnent notre devenir, une analyse qui débouche sur un paradigme des tenants et aboutissants de notre devenir moderne. Bref il faut comme l'a dit Cheikh Anta Diop "*nous armer de la science jusqu'aux dents*".

De ce point de vue, vous avez raison de solliciter des réponses issue de notre paradigme si par notre paradigme vous entendez un paradigme explicatif des tenants et aboutissants de notre devenir moderne.



Quel est ce paradigme? Existe-t-il? Pour l'heure je ne connais qu'un seul paradigme qui soit explicatif des tenants et aboutissants de notre devenir moderne. C'est le paradigme **la Renaissance Africaine**.

Mais qui a déjà fait une analyse de ce concept en tant que paradigme? Aussi incroyable que cela puisse paraître on doit répondre: personne. Tout le monde en parle mais tout le monde aussi se garde d'en faire une analyse épistémologique au point que très peu de gens sont à même de nous dire quels sont les tenants et aboutissants du concept de la renaissance africaine en tant que paradigme.

C'est une des raisons pour lesquelles nous avons organisé en janvier 2000 le colloque intitulé "*L'idée de la Renaissance Africaine comme paradigme d'une refondation du Droit, de l'État, de l'Économie, des Sciences et des Techniques en Afrique*"

Il s'était agit pour nous de poursuivre deux objectifs. Le premier objectif était de **sauver le paradigme de la renaissance africaine** face à une campagne médiatique qui par ignorance sans doute véhiculait un discours qui réduisait le concept de renaissance africaine à un simple slogan de mobilisation autour des tâches du développement.

Il y avait là un grave danger car cette acception médiatique du concept de la renaissance africaine allait nous déposséder du seul paradigme qui nous permet de penser le projet de modernité en Afrique dans une perspective d'autonomie des normes, des intérêts, des logiques et des priorités qui président à notre action.

Le deuxième objectif était **d'initier une réflexion pluridisciplinaire** sur l'aptitude des sociétés africaines à satisfaire, à partir de leur configuration actuelle, aux conditions politiques, économiques, sociologiques, spirituelles et scientifiques d'un processus de renaissance historique.

La question fondamentale est donc la suivante: quand allons-nous analyser le concept de renaissance africaine en tant que paradigme? Les intellectuels africains acceptent-ils de s'engager dans cette voie de la recherche et d'en tirer toutes les conclusions théoriques et pratiques?



1.5 LA QUESTION DE LA LECTURE POLITIQUE DE L'ŒUVRE DE DIOP

Nous cherchons des solutions concrètes à apporter à notre continent. Mais l'œuvre de Cheikh Anta Diop est déjà porteuse de solutions concrètes. Elle nous indique ce qu'il faut faire concrètement. Mais encore faudrait-il, il est vrai, que nous lisions Diop sous l'angle des solutions concrètes.

Or jusqu'ici, beaucoup de gens se contentent d'une lecture savante ou cathartique de l'œuvre de Diop. On lit Diop uniquement comme une œuvre de défalsification de l'histoire africaine. On oublie que cette défalsification a des conséquences majeures sur le terrain de l'analyse politique. Celui justement des solutions concrètes. À qui incombe la tâche d'une lecture de Diop sous l'angle des solutions concrètes? Elle incombe aux **économistes**, aux **politologues**, aux **sociologues** et aux **juristes**.

Or aussi incroyable que cela puisse paraître nos politologues, juristes, sociologues et économistes ignorent Diop. Ils ne tirent pas les conclusions qu'impose l'œuvre de Diop sur le terrain de l'analyse politique, économique, sociologique et juridique. Il y a bien sûr des exceptions. Par exemple le livre du juriste Nding Dyatla : "*Civilisation et Science juridique en Afrique et dans le monde*". Editions CLE, 1982.

Mais dans l'ensemble le constat est donc navrant. Or les conclusions qu'impose l'œuvre de Diop sur le terrain de l'analyse politique, économique, sociologique et juridique ont un porté réelle. Elles bouleversent totalement la littérature politique et économique relative à l'Afrique.

Par exemple une des premières conclusions de l'œuvre de Diop est que l'Afrique n'a jamais été ce continent en retard dont parle l'historiographie africaniste. Si cela est vrai alors c'est tout le socle épistémologique sur lequel repose les politiques du développement qui s'effondre. C'est toute cette discipline que l'on appelle **l'Économie du développement** qui s'effondre. Cela signifie donc qu'il existe une opposition fondamentale entre les solutions issues du **paradigme du développement** et celles issues du paradigme auquel conduisent les travaux de Diop. À savoir, le **paradigme de la renaissance africaine**.

Une chose est donc certaine: pour répondre à la question des solutions concrètes pour l'Afrique il faut absolument que nous autres Africains tranchions une question préalable: *entre le paradigme du développement et celui de la renaissance africaine, quel est celui qui véhicule les solutions concrètes et opératoires pour l'Afrique?*



C'est cela la question cruciale à laquelle il faut répondre si les Africains veulent arrêter de tourner en rond, arrêter de se complaire dans la logomachie.

Pour sortir de notre logomachie habituelle, **voilà à mon avis la question correcte par excellence que nous devons nous poser** si l'on veut ouvrir la voie à la formulation de solutions concrètes. Cette question est d'autant plus impérative à poser que l'analyse montre que ces deux paradigmes présentent des différences radicales.

Ce sont les suivantes :

1°) le paradigme du développement et celui de la renaissance africaine **ont été formulés à partir de deux diagnostics différents** de la configuration sociale que présente l'Afrique au 19^e siècle et au 20^e siècle: thèse du retard historique pour l'un, thèse de la régression historique pour l'autre. Le problème est que le premier diagnostic est infirmé par les sources probantes de l'histoire et le second diagnostic est confirmé par les sources probantes de l'histoire. La science historique tranche donc en faveur du diagnostic que véhicule le paradigme de la renaissance africaine.

2°) le paradigme du développement et celui de la renaissance africaine **présentent deux solutions différentes** comme politiques à mettre en œuvre pour organiser les sociétés africaines comme espace de modernité: politique industrielle de rattrapage historique d'un côté, politique de refondation du tissu social de l'autre. L'histoire de ces 40 dernières années attestent la faillite des politiques de développement. Il est donc temps que l'on se tourne vers les politiques de refondation du tissu social.

3°) les politiques à mettre en œuvre inhérent aux paradigmes du développement et de la renaissance africaine **s'excluent les unes et les autres de par leur contenu**. Les premières conduisent à une mise en valeur des richesses africaines sous l'angle de la rentabilité externe et donc du déficit interne. Les secondes invitent à une mise en valeur richesses africaines sous l'angle de la rentabilité interne. Cette exclusion réciproque peut être illustrée par la question de la mise en valeur de nos ressources pétrolières. Question que nous analyserons plus loin.

4°) Enfin cette exclusion ne tombent pas du ciel. Elle s'explique entre autre chose par le fait que **ces deux politiques ont été conçues à partir de deux problématiques opposées**. L'une est favorable aux intérêts réels des peuples africains: c'est la problématique de reconquête



de l'initiative historique par les peuples africains et d'ascendance africaine (c'est là la source initiale de la doctrine du panafricanisme et de l'œuvre de Cheikh Anta Diop). L'autre est défavorable aux intérêts réels des peuples africains: c'est la problématique géopolitique américaine qui dès les années 40 visait à donner aux USA accès aux matières premières africaines et à exclure l'URSS du bénéfice d'accès à ces matières premières. C'est ce que nous verrons en détail dans la suite de la conférence.

Comme vous le voyez la question correcte à poser pour avoir en réponse des solutions concrètes est celle-ci:

"Entre le paradigme du développement et celui la renaissance africaine, quel est celui qui sert les intérêts des peuples africains dans leur aspiration à vivre dans un espace de modernité?"

Nous autres Africains, acceptons-nous de nous poser cette question? Si oui alors je me propose de répondre à cette question en m'appuyant sur la Raison et la Raison seule.



2. LES SOLUTIONS EN DÉBAT OU À DÉBATTRE

Comme solutions à débattre, la littérature politique et économique relative à l'Afrique en présente deux: d'une part, les **politiques de développement**, d'autre part, les **politiques de la renaissance africaine**. Nous les analyserons à travers les paradigmes dont elles sont issues.

Le discours qui va suivre ne manquera pas de surprendre plus d'un. C'est un discours construit en dehors des grilles de lecture européocentrique.

Aussi le lecteur africain qui éprouvera quelques réticences à l'endroit de ce discours devra d'abord se demander dans quelle mesure cette réticence serait due à la part d'européocentrisme qu'il en porte en lui à l'image de chacun d'entre nous tous.

Car n'oublions jamais que nous autres Africains sommes tous imprégnés d'une vision européocentriste qui nous empêche d'entrevoir l'idée même qu'il puisse exister d'autres lectures des choses que celles que véhicule la vision européocentrique du monde.

Une chose est certaine: le discours qui va suivre prend le contrepied de ce que jusqu'ici nous considérons comme allant de soi. Le lecteur qui nous lit ne pourra nous comprendre que s'il est capable d'opérer des ruptures épistémologiques. Notre avis personnel est que les Africains qui s'approprièrent le discours de cette conférence sont ceux là même qui se donneront les moyens matériels et intellectuels pour changer de façon qualitative les conditions de vie de nos peuples, de nos enfants et de nos familles en général.



PREMIÈRE SOLUTION À DÉBATTRE: LE PARADIGME DU "DÉVELOPPEMENT"

C'est le paradigme qui a été proposé aux pays du tiers monde comme horizon de la modernité par les courants politiques occidentaux d'obédience libérale, marxiste et néo-marxiste.

Mais avant d'être un paradigme, le développement est d'abord un concept. Comme tous les concepts il peut faire l'objet de différentes lectures: politique, économique, sociologique, anthropologique, etc. Nous avons choisi ici d'en faire une lecture macchéologique.

Lorsque l'on parle du développement il faut avant toute chose préciser de quoi l'on parle. Il existe en effet deux sens du concept de développement. Celui que lui donne le **langage courant** et celui que lui donne le **langage académique**.

Dans le **langage courant** le concept de développement est synonyme d'une dynamique de progrès matériel, politique, technique, et scientifique. Comme tel ce concept ne prête pas à controverse.

Là où il soulève une controverse épistémologique et idéologique c'est dans le, cadre du **langage académique**. Dans le langage académique le concept de développement évoque l'idée d'un mouvement linéaire et cumulatif. Il peut s'agir d'un mouvement biologique (celui du fœtus), cognitif (celui de la connaissance), productif (celui de la création des biens et des services), sociologique (celui de l'itinéraire du progrès historique qu'emprunte les sociétés quelque soit le temps et l'espace).

En d'autre terme dans le langage académique le concept de développement n'évoque pas seulement une dynamique de progrès. Il évoque aussi et surtout une vision du processus qui conduit au phénomène du progrès historique. Il y a là une grosse nuance. En sciences sociales par exemple le concept de développement véhicule une vision des modalités du processus qui conduit au phénomène du progrès historique.

C'est comme vision de ces modalités que le concept de développement s'élève au rang d'un paradigme. Et c'est comme paradigme qu'il soulève une controverse épistémologique et idéologique. Lorsqu'il s'agit en effet de s'interroger sur les modalités du processus qui conduit au phénomène du progrès historique, l'analyse critique montre que la vision qu'en véhicule le paradigme du développement ne va pas sans arbitraire.



Et c'est comme tel c'est-à-dire comme paradigme que le concept de développement nous interpelle car c'est comme tel qu'il nous affecte politiquement et économiquement.

Nous parlerons donc ici du développement non pas au sens du langage courant mais "au sens du **langage académique**". Il va donc s'agir ici d'une analyse du développement non pas en tant que dynamique mais en tant que paradigme. C'est comme paradigme en effet qu'il exerce une influence sur le cours actuel de l'histoire de l'Afrique. C'est l'influence et l'impact géopolitique de son acception académique qui gouverne actuellement le cours de notre histoire en Afrique.

A) Le concept de développement en tant que paradigme

En tant que paradigme, le concept de développement véhicule une double vision. D'une part une vision de la dynamique des sociétés en général. D'autre part, une vision des politiques à mettre en œuvre pour conduire les sociétés du tiers monde à la modernité. C'est en cela qu'il constitue un paradigme.

Que nous dit ce paradigme?

Ce que nous pouvons dire de façon certaine est que la littérature relative à ce paradigme montre qu'il véhicule 4 idées :

- que toutes les sociétés passent par les mêmes étapes pour passer d'une forme d'organisation sociale simple c'est-à-dire **inférieure** (société sauvage, barbare, traditionnelle) à une forme d'organisation sociale complexe c'est-à-dire **supérieure** (société industrielle et démocratique);
- que le passage d'une étape à une autre se fait comme pour l'embryon humain par **maturation diachronique** (réalisation dans le temps d'un potentiel), et donc de façon linéaire (c'est-à-dire on passe du moins au plus) et cumulative (c'est-à-dire on ne revient pas en arrière);
- que certaines sociétés sont en retard par rapport à d'autres, mais qu'elles peuvent rattraper ce retard par une **politique de rattrapage** historique;
- que cette politique de rattrapage historique doit emprunter la forme d'une stratégie d'industrialisation dans le cadre d'un **marché ouvert aux capitaux externes**.



Comme paradigme le concept de développement est un thème majeur du champ des sciences sociales et des relations politiques internationales. Nous allons faire ici une analyse machémologique des tenants et aboutissants du paradigme du développement dans le cadre de ces deux champs. Nous verrons ici que comme paradigme, ce concept présente un aspect paradoxal.

Au lieu de véhiculer un argumentaire scientifique, il véhicule un **argumentaire géopolitique et idéologique**. Plus précisément nous verrons que dans le cadre de ces deux champs, le paradigme du développement exerce une fonction géopolitique et idéologique qui porte préjudice aux intérêts des sociétés africaines.

Plus précisément nous allons voir que:

- dans le champ des relations politiques internationales, ce paradigme véhicule un **argumentaire géopolitique** qui a pour objet de faire prospérer les intérêts de l'Occident en général par une mise en valeur des matières premières du tiers-monde sous l'angle de la rentabilité externe et partant du déficit interne.
- dans le champ des sciences sociales ce paradigme véhicule un **argumentaire idéologique** qui a pour objet d'occulter les rapports de force qui sont à l'origine de la domination que l'Occident exerce sur le reste du monde.

Si cette analyse est correcte alors on comprendra pourquoi depuis 50 ans les politiques de développement en Afrique ont eu pour seul effet l'appauvrissement des populations africaines. Nous donnons ici au lecteur les moyens de vérifier tout cela par lui même.



B) Le paradigme du développement comme véhicule d'un argumentaire géopolitique

Dans les relations politiques internationales le paradigme du développement se présente comme une vision des politiques à mettre en œuvre pour conduire les pays du tiers-monde à la modernité.

Or l'observation des faits montre un fait troublant: la mise en œuvre des politiques de développement produit un effet asymétrique. Elle enrichit les uns à partir de l'appauvrissement des autres.

Plus précisément **elle enrichie les prestataires de ces politiques** (experts, coopérants, professeurs, conseiller, membres des gouvernements africains, OIG, ONG, Etats Occidentaux, etc.) **et elle appauvrit les destinataires et bénéficiaires de ces politiques** (les populations du tiers-monde).

Il y a là un paradoxe qui nous interpelle et que l'on doit élucider si l'on veut sortir de l'impasse dans laquelle ces politiques nous ont conduits depuis les indépendances.

Pour cela, il nous faut avoir à l'égard des politiques du développement une attitude critique en nous interrogeant sur le paradigme dont elles sont issues, à savoir le paradigme du développement.

Dans le cadre des relations politiques internationales, ce paradigme se résume en une idée. Celle des politiques à mettre en œuvre pour conduire les pays du tiers-monde à la modernité. Or comme vous le savez les idées ne tombent pas du ciel. Elles ont une origine macchéologique. C'est-à-dire qu'elles naissent dans le cadre d'actes de luttes et d'actes de combat que les sociétés ou les individus mènent ou entreprennent pour garantir leur survie.

C'est dire donc qu'une idée n'est jamais neutre. Elle est toujours au service d'un intérêt, d'un projet, bref d'une intention. Qu'en est-il en ce qui concerne l'idée des politiques de développement dans les relations politiques internationales? D'où vient cette idée? De quels actes de luttes et de combat est-elle l'expression? Quels sont les intérêts au service desquels elle opère? Constitue-t-elle une stratégie ayant vocation à faire prospérer les intérêts de l'Occident au détriment de ceux des peuples africains?



1°) Les politiques de développement comme idée

Nous allons en faire une analyse macchéologique à travers trois questions:

- quand est-elle apparue?
- d'où vient-elle?
- et quel intérêt sert-elle?

a) Quand est apparue l'idée des politiques de développement?

Ce que nous pouvons dire de façon certaine est que l'idée du développement comme vision d'une politique à mettre en œuvre a été introduite pour la première fois dans les relations internationales par le gouvernement américain. Non pas en 1949 avec le discours d'investiture de Truman comme on a l'habitude de l'écrire mais beaucoup plus tôt, dans le cadre des négociations entre les puissances alliées sur la configuration du monde de l'après guerre. Si les économistes ignorent ou feignent d'ignorer cela, les spécialistes de Droit International le savent eux. Il faut lire à ce sujet le livre de Jean-Pierre Cot et Alain Pellet "*La Charte des Nations Unies*", Ed Pedone.

Dès le mois d'août 1941 (Charte de l'Atlantique), les puissances alliées se sont interrogées entre autre chose sur la question du devenir post-guerre des colonies. Tout le long des discussions qui vont conduire à l'élaboration de la Charte des Nations-Unies, **le gouvernement américain et les États européens vont s'opposer sur la question du devenir après guerre des colonies.**

À la solution préconisée par les puissances coloniales européennes d'un devenir moderne sous la tutelle de l'Occident (la fameuse mission de civilisation), les USA opposaient une autre solution. Celle d'un devenir moderne sous l'impulsion d'une politique internationale de coopération pour le développement.

La lecture de la Charte des Nations-Unies informe que les alliées ne sont parvenues qu'à un compromis de surface. Cette Charte consacre en effet à la fois le régime de la tutelle, le droit des peuples à disposer d'eux mêmes et la coopération économique et sociale entre les États en vue de promouvoir le développement.



Dans les faits les USA parviendront à faire triompher leur vision du devenir des colonies au sein des Nations-Unies. Très tôt cette organisation va faire de la question du développement sa mission principale d'autant plus que sa mission statutaire (la sécurité internationale) se trouvait être bloquée en raison du conflit Est-Ouest.

C'est le gouvernement américain qui est à l'origine de la promotion internationale du concept de développement. On peut se demander, d'où lui est venue cette idée d'un devenir moderne des colonies sous l'impulsion d'une politique internationale de coopération pour le développement?

b) D'où leur est venue au gouvernement américain l'idée des politiques de développement?

Ce que nous pouvons dire de façon certaine est ceci: on sait que dès le 19ème siècle les sciences sociales en Europe véhiculent une théorie qui prétend expliquer les tenants et aboutissants de la dynamique des sociétés en général et des sociétés non européennes en particulier. C'est la théorie de l'évolutionnisme social.

On sait aussi que cette théorie connaît dès le début du XXème siècle un grand succès aux USA. En 1939 la ville de Chicago accueille un grand colloque international consacré à cette notion.

Les idéologues du gouvernement américain n'ont donc pas pu échapper à l'influence intellectuelle de la doctrine évolutionniste dans leur réflexion sur le devenir des colonies au regard des intérêts américains.

C'est ce dont atteste en tout cas l'ouvrage de l'économiste qui a théorisé la doctrine américaine du développement : **Walter Whitman Rostow**. Son livre, "*Les étapes de la croissance économique*", est devenu la bible des **politiques de développement**. Or cette personne qui a été conseiller du gouvernement américain s'est totalement inspiré, pour écrire ce livre, de la théorie évolutionniste.

Il ressort de ses travaux que les sociétés non européennes apparaissent comme des sociétés en retard par rapport à un itinéraire de progrès linéaire et cumulatif que toutes les sociétés ont vocation à emprunter. Rostow conclut que ces sociétés ne sont qu'en situation de **sous-développement**, elles peuvent rattraper le retard accumulé pour peu que l'on mette en place une **politique de rattrapage** (big push) qui se décline de la façon suivante:

- ouverture aux capitaux extérieurs;



- industrialisation par la promotion des exportations primaires (cultures d'exportation et activités d'extraction minière); et
- aide internationale en termes de coopération technique et scientifique.

C'est cette politique que le gouvernement américain va baptiser du nom de "**politique de développement**". C'est cette politique qu'il va promouvoir dans l'ordre international en s'appuyant sur l'ONU pour préconiser l'ouverture des marchés, la décolonisation, la coopération technique et scientifique pour le développement.

On peut donc affirmer sans risque de se tromper que les idéologues du gouvernement américain n'ont fait qu'appliquer à la question du devenir moderne des colonies ce à quoi aboutissait la théorie de l'évolutionnisme social.

C'est donc dans la **théorie de l'évolutionnisme social** que le gouvernement américain a puisé l'idée d'un devenir des colonies sous l'impulsion d'une politique de développement. Quel était son intérêt à promouvoir cette idée au risque de se brouiller avec ses alliés européens qui n'envisageaient le devenir des colonies que sous l'angle de la tutelle civilisationnelle ?

c) Quel était l'intérêt du gouvernement américain à proposer l'idée des politiques de développement?

Ce que nous pouvons dire de façon certaine est que pour les USA très tôt la question de l'accès aux marchés et aux matières premières des colonies est devenue un souci.

C'est ce que confirme l'insistance avec laquelle les USA ont cherché depuis la SDN a imposé aux puissances coloniales le principe de l'**open door policy**. Selon Cheikh Anta Diop cette préoccupation a été rendue officielle par le gouvernement américain en 1951 avec le Rapport Pherson.

Avant les années 1940 l'accès aux marchés et aux matières premières des colonies leur était impossible à cause du pacte colonial qui réservait aux puissances coloniales le monopole du commerce avec les colonies.

À partir des années 50, cet accès devenait encore plus problématique car les mouvements de libération dans le tiers-monde risquaient de se tourner vers l'URSS pour se libérer de la colonisation par le moyen d'une révolution nationale et anti capitaliste.



Il fallait donc aux USA trouver une stratégie pour à la fois briser le pacte colonial et offrir aux peuples du tiers-monde une perspective de liberté suffisamment attractive pour les détourner de la tentation de l'offre soviétique d'un progrès historique par le moyen d'une révolution anticapitaliste. Il leur fallait absolument pouvoir accéder aux marchés et aux matières premières des colonies tout en évitant que ces matières premières ne tombent sous la sphère d'influence soviétique.

Ils vont trouver cette perspective dans la théorie de l'évolutionnisme social. La vision du progrès historique que véhiculait cette théorie, **le développement**, n'allait pas sans présenter une perspective de liberté pour les peuples du tiers-monde à même de servir les intérêts géopolitique des USA.

Appliquée à la question des colonies, le paradigme du développement en effet emporte les conséquences suivantes :

- il ruine la justification du pacte colonial: l'idée du développement implique que **tous les marchés soient ouverts**;
- il milite en faveur de la décolonisation: l'idée du développement implique que les peuples colonisés peuvent **évoluer en dehors de la tutelle coloniale**;
- il discrédite la perspective d'un progrès historique par le moyen d'une révolution anticapitaliste: l'idée du développement implique un **processus de rattrapage historique** via des étapes obligés dont un processus révolutionnaire ne saurait faire l'économie.

Les idéologues du gouvernement américain ont donc très tôt tiré les conclusions de la théorie évolutionniste en termes de politique internationale. **Ils ont compris le bénéfice géopolitique qu'ils pouvaient en tirer et ont résumé ces conclusions sous le concept de politique de développement.**

C'est pourquoi l'administration américaine va introduire dans les relations politiques internationales le concept de développement comme un **argumentaire géopolitique** pour avoir accès aux matières premières du tiers-monde, les mettre en valeur sous l'angle de la rentabilité externe et exclure l'URSS du bénéfice de ces matières premières.

Une première tentative pour diffuser la philosophie politique du "développement" sera faite en 1949 dans le cadre du discours d'investiture de Truman qui invite les pays du tiers-monde à accepter l'offre américaine d'aide au développement.



Cette tentative connaîtra un grand succès car elle va bénéficier de l'action de l'ONU que les USA contrôlent financièrement et de l'écho formidable que rencontre l'ouvrage de Walter Rostow qui va devenir la bible du développement. Il s'agit du livre d'un conseiller du gouvernement américain, Walter Rostow, publié sous le titre "*Les Étapes de la croissance économique*".

Dans ce livre Walter Rostow s'appuie sur la théorie de l'évolutionnisme social pour construire une théorie d'un mouvement de l'histoire alternatif à celui que proposait l'URSS. Le sous-titre de son livre, "*manifeste non communiste*", dévoile les intentions véritables. Ce livre qui pour des générations entières a joué le rôle d'une véritable bible du développement véhiculait donc non pas un argumentaire scientifique mais un **argumentaire géopolitique**. Ne nous trompons donc pas, analysons le paradigme du développement comme une **arme géopolitique**.

2°) Les modèles de développement comme stratégie d'industrialisation: le piège géopolitique

Comment les modèles de développement ont été définies et en quoi cette définition a servi les intérêts de l'Occident au détriment de ceux des peuples africains? C'est ce que nous allons exposer ici.

Après la seconde guerre mondiale, le triomphe de l'idée du développement va amener les économistes à définir des stratégies de développement. Ils vont pour cela chercher à les définir à partir d'un diagnostic: celui des écarts de niveau de civilisation matérielle entre les sociétés européennes et les sociétés non européennes.

Pour faire ce diagnostic ils vont se tourner naturellement vers les travaux de l'anthropologie. Cette discipline à cette époque connaissait un grand succès aux USA. Elle prétendait donner une explication des tenants et aboutissants du mouvement de l'histoire des sociétés en général et des sociétés non européenne en particulier.

Cette discipline proposait une explication générale de la dynamique des sociétés: **l'évolutionnisme social**. Or selon cette théorie les sociétés progressent mais ne progressent pas toutes au même rythme. Certaines sont en avance ou en retard par rapport aux autres.



À partir de cette théorie, ils vont tirer les conclusions suivantes :

- d'une part que les écarts de niveau de civilisation matérielle entre l'Europe et les pays du tiers-monde sont imputables à un phénomène de retard historique que ces sociétés accusent par rapport à l'Europe;
- d'autre part qu'en raison de ce phénomène de retard, la question de la modernité dans ces pays se pose nécessairement en termes de rattrapage historique;
- enfin que ce processus de rattrapage historique doit emprunter la forme d'une politique industrielle dans la cadre d'un modèle de croissance approprié (équilibrée ou déséquilibrée).

Les politiques du développement ont donc été élaborées comme des politiques industrielles de rattrapage historique. On peut toutefois se demander pourquoi l'industrie a été retenue comme activité vectrice du "développement"?

Si l'industrie a été retenue comme l'activité vectrice du développement c'est parce qu'elle est alors considéré comme le secteur où se produit le plus d'innovations technologiques et celui où les gains de productivité sont les plus élevés. Elle serait donc le secteur le plus apte à générer les effets d'entraînement et donc de rattrapage les plus importants. Bref on prête à l'industrie la capacité de produire un effet "*trickle down*" c'est-à-dire un effet de diffusion du progrès dans l'ensemble du tissu social par ruissellement, par contagion. Il faut lire à ce sujet le livre de Jean-Marc Fontaine, "*Mécanismes et Politiques de développement économique*", Ed Cujas, 1994.

Quels ont été les stratégies de développement proposées et mise en œuvre?

a) Le modèle de développement de référence: en fait dès les années 60, les USA et les Nations-Unies invitent les pays africains et ceux du tiers-monde en général à mettre en œuvre une stratégie d'industrialisation bien particulière: **celle d'une industrialisation par la promotion des exportations primaires** (cultures agricoles d'exportation et activités d'extraction minière) dans le cadre d'une économie ouverte aux capitaux extérieurs et à l'aide internationale pour la coopération scientifique et technique.

Une chose apparaît d'emblée lorsque l'on examine cette stratégie d'un point de vue critique. **Par ses modalités, cette stratégie d'industrialisation constitue une véritable arnaque géopolitique.** Arnaque car elle avait vocation à échouer. Et cela pour deux raisons.



Première raison: le contenu définitionnelle de cette stratégie. Cette stratégie consiste concrètement à s'industrialiser par l'exportation des produits dont la transformation permet justement l'industrialisation. Ce qui revient à une stratégie de non industrialisation. Autrement dit telle qu'elle avait été défini, la stratégie de l'industrialisation par la promotion des exportations primaires pouvait conduire à tout sauf à un processus d'industrialisation.

Deuxième raison: le corollaire politique de cette stratégie. Dès les années 60, la théorie du développement recommande de mettre en place un gouvernement autoritaire avant la phase de décollage économique. Par conséquent opter pour la stratégie d'industrialisation mentionné ci-dessus, c'était adhérer à l'idée de confier à un gouvernement autoritaire le soin de consacrer les devises tirées du commerce des matières premières à des activités d'industrialisation et non pas à l'alimentation des comptes bancaires des membres du gouvernement. Or c'était là une illusion et une arnaque dont ne pouvait pas ne pas être conscient ceux qui ont recommandés cette stratégie. Ils ne pouvaient pas ne pas en être conscient car en tant que partisans de la théorie libérale, ils savaient que cette théorie énonce qu'un gouvernement qui n'est pas limité par des mécanismes de contre pouvoirs et de séparation des pouvoirs est un gouvernement qui naturellement sera enclin à céder à l'abus de pouvoir et à l'arbitraire.

Autrement dit, opter pour cette stratégie d'industrialisation avec son corollaire politique c'était faire le pari angélique (et contraire à la théorie libérale) sur le caractère vertueux du pouvoir politique. C'était faire le pari que le gouvernement autoritaire allait consacrer les devises tirées du commerce des matières premières à des dépenses d'intérêt général et non pas d'intérêt privé. Or la théorie libérale nous enseigne elle-même que le pouvoir par nature n'est pas vertueux. Il faut le limiter par des mécanismes de séparation des pouvoirs et de contre pouvoirs.

Les faits ne doivent donc pas nous étonner. Non seulement la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations du secteur primaire s'est révéler être une stratégie de non industrialisation mais en outre les gouvernements africains ont bel et bien détournés à des fins privées les devises tirées du commerce des matières premières. C'est pourquoi nous disons que la définition de cette stratégie et son corollaire politique se rattache à une volonté d'**arnaque géopolitique**. C'est malheureusement encore la stratégie adopté aujourd'hui par les pays de l'Afrique sub-saharienne.



b) Les modèles de développement élaborés pour corriger le modèle de référence: dans les faits, la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations du secteur primaire a été dénoncée. Malheureusement, elle a été dénoncée non pas en tant qu'arnaque géopolitique mais comme une stratégie qui présente un inconvénient majeur: celui d'accroître la dépendance à l'égard de l'importation des produits manufacturés venus d'Occident. C'est pourquoi les stratégies qui ont été proposées pour le remplacer avaient pour seul objectif, celui de vaincre la dépendance externe.

Par réaction contre cette dépendance, certains pays du tiers-monde se sont en effet orientés vers d'autres stratégies d'industrialisation:

- celle de la substitution des importations;
- celle des industries industrialisantes;
- celle de la promotion des exportations manufacturées.

On verra ici que les deux premières ont échouées car elles ne rompent pas avec la perspective du rattrapage historique. Seule la troisième a conduit à des résultats appréciables. La raison de son succès vient de ceci qu'en réalité elle constitue non pas une politique de développement mais une politique de croissance.

Dans un ouvrage remarquable dirigé par Charles Albert Michalet, les limites et les travers de ces stratégies ont été mises au jour. **Il faut donc lire le livre de Charles-Albert Michalet** intitulé "*Le défi du développement indépendant*". Les conditions de la souveraineté économique dans le tiers-monde, Les éditions Rochevignes, 1983.

Nous présentons ici l'essentiel des conclusions.

La première, à savoir **la stratégie d'industrialisation par substitutions des importations**, correspond à la voie suivie par les grands pays d'Amérique latine, la Tanzanie en Afrique, et en Asie par la Corée du Sud (seulement de 1955 à 1965) et Taiwan (seulement de 1949 à 1959).

L'idée ici est de remplacer les biens importés par une production locale. D'abord dans les secteurs des biens de consommation durables, puis par une remontée sectorielle vers l'amont et avec l'aide de l'État (entreprises publiques dans les secteurs de bases) et à l'abri d'un protectionnisme commercial.



Cette stratégie a conduit à un échec cuisant en raison d'une part de l'étroitesse de la demande interne qui a freiné l'élargissement du secteur productif et d'autre part en raison de la nécessité de recourir à l'importation de biens d'équipement, laquelle implique d'augmenter les recettes d'exportations. Or celles-ci pouvaient difficilement être générés par l'industrie qui, constituée à l'abri de la concurrence extérieure était faiblement compétitive. Enfin le modèle de consommation imitative jointe à la protection du marché intérieure a incités les firmes multinationales à s'implanter pour produire sur place les biens qu'elles ne pouvaient plus exporter. Il en est résulté une forte dépendance financière et technologique accrues qui a rendu ce modèle non fiable.

Face à l'échec de la stratégie de la substitution aux importations, certains pays se sont orientés vers une autre stratégie. **Cette stratégie est celle de l'industrialisation par la promotion des exportations des biens manufacturés.** Ce sont Hong Kong, Singapour, Taiwan (depuis 1959), la Corée du Sud (depuis 1965). Elle a inspirée également depuis les années 80 des pays comme le Mexique et le Brésil.

Cette stratégie repose sur l'exploitation des avantages comparatifs que procure une forte dotation en facteur travail. L'existence de coûts salariaux peu élevés constitue le mode d'insertion dans la division internationale du travail. Les pays asiatiques ont ainsi privilégiés les secteurs comme le textile ou les segments de production comme le montage électronique qui requièrent une utilisation importante de main d'œuvre non qualifiée et bon marché. Le développement des industries exportatrices s'est accompagné généralement d'une politique active favorisant l'introduction de la technologie étrangère et l'investissement du capital étranger.

Une forme extrême de cette politique s'est faite par la création de zones franches industrielles d'exportation où des facilités fiscales, commerciales et financières particulièrement attirantes ont été accordées aux entreprises multinationales. En même temps les pouvoirs publics ont pris des mesures directes et indirectes de soutien monétaire et financier, menés une politique de taux de change sous-évalué pour promouvoir les exportations.

Une modalité particulière de cette industrialisation a été la sous-traitance internationale où des entreprises locales se sont finalement insérées à un réseau dirigé par les entreprises multinationales productrices ou commerciales. Ce modèle a su aussi avoir sa propre dynamique en allant des industries à faible contenu en capital et en technologie-industrie d'aval-vers les industries lourdes en amont. C'est le cas de la remontée des filières de l'industrie textile en Corée.



En ce qui concerne les pays asiatiques cette stratégie a connu une réussite en termes de croissance de la production industrielle et d'augmentation des exportations de biens manufacturés.

Mais ce modèle ne va pas sans limites et ces limites font douter de la possibilité de la généraliser ailleurs. Deux limites principales ont été soulignées par les analystes.

En premier lieu, la croissance est déterminé par le dynamisme des exportations, lui même commandé par l'ouverture des marchés des économies avancées et par les perspectives du marché international qui peuvent se dégrader. Parallèlement, l'augmentation du prix des matières premières et énergétiques liée à une progression moins vite des exportations et aux besoins de financement externe provoque des problèmes de paiement extérieurs et l'accroissement de l'endettement.

En second lieu, la compétitivité extérieure est largement déterminée par l'évolution des salaires. Or la Corée du Sud et Taiwan ont connu dans les années 80 une forte élévation des coûts salariaux qui ont réduit la compétitivité de leur produits au profit d'autres pays de la zone Philippines, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Sri Lanka et maintenant la Chine. Une solution consisterait à réorienter les investissements vers des activités à contenu de valeur ajoutée et de travail qualifié plus important. Mais le passage vers une stratégie d'élévation de la productivité requiert la maîtrise de technologies plus modernes et la coopération avec les firmes qui les détiennent. C'est en partie pour éviter ces conséquences qu'à été élaborée une autre stratégie d'industrialisation, celle des industries industrialisantes.

La stratégie des industries industrialisantes a été suivie par l'Algérie à partir de 1966 dans le cadre d'un développement se référant au socialisme. L'objectif de ce modèle est d'assurer une croissance accélérée à la fois de l'emploi et de la production industrielle et agricole. À cette fin, le développement de la production et de la productivité passe par l'utilisation de biens fournis par l'industrie: machinisme agricole, pétrochimie, engrais, plastiques.

L'amélioration des conditions de production agricole doit permettre une extension des marchés pour les produits industriels. Simultanément, le développement de la production et de l'emploi industriels doit fournir des débouchés pour l'agriculture.



Le point de départ et d'impulsion de cette dynamique d'ensemble consiste dans la création des industries industrialisantes: d'abord celles qui sont nécessaires pour le développement agricole (machinisme agricole, pétrochimie, engrais, plastiques), puis les industries de biens d'équipement utiles pour le développement des industries de transformation.

La mise en œuvre d'une telle stratégie requiert d'importants investissements initiaux. Dans le cas de l'Algérie, le développement du secteur des hydrocarbures devait permettre de dégager les ressources financières nécessaires. Mais le développement de ce secteur a nécessité lui-même des investissements. Il en a résulté que le problème central de la planification soit devenu celui de l'orientation prioritaire des investissements entre les différentes activités. Il s'en est suivi en Algérie un dérèglement du système d'investissement doublé d'un problème de capacités productive sous utilisées et d'une faible productivité du travail. À termes cette stratégie s'est révélée non viable.

c) Intérêt à tourner le dos aux modèles de développement et opter pour des politiques de croissance: la stratégie d'industrialisation par l'exportation des produits primaire est celle qui a été proposé aux pays africains par les experts et États occidentaux. Elle se révèle à l'analyse être constitutive d'une véritable arnaque géopolitique puisqu'elle constitue une stratégie de non industrialisation. Malheureusement c'est celle que les pays africains ont adopté et continuent à mettre en œuvre encore de nos jours.

Les stratégies qui ont été conçues en réaction contre cette arnaque ont malheureusement conduit à une impasse pour une raison simple. Elles ont été définies en fonction d'une problématique externe: faire échec à la dépendance inhérent à la stratégie de développement que l'Occident cherche à imposer.

Alors même qu'elles auraient due être définies en fonction d'une problématique interne: la mise en valeur des richesses nationales sous l'angle de la rentabilité interne. Une telle mise en valeur passe par la création des conditions d'un marché intérieur pour l'écoulement de la production nationale, par l'exportation du surplus de la production nationale, et enfin l'insertion dans la division internationale du travail par exploitation des avantages comparatifs.

Seuls les pays asiatiques l'ont bien compris et ont su mettre en œuvre une stratégie qui a permis une réelle industrialisation et une augmentation du niveau de vie. Au-delà de ses limites, la grande leçon que nous donne la stratégie d'industrialisation par la promotion des biens manufacturés, est que



la prospérité matérielle découle de la mise en œuvre d'une politique de croissance économique et non pas d'une politique de développement. Cette option des pays asiatiques est attribuable en fait à une élite qui a su se reconstruire comme agent historique c'est-à-dire comme agent capable de produire les conditions matérielles et immatérielles de sa propre existence.

Cette élite a conçu et mise en œuvre non pas une politique de développement mais une politique de croissance consistant d'une part à exploiter un avantage comparatif et d'autre part à créer un environnement éducatif, infrastructurel, institutionnel et bancaire au service d'une économie de production. C'est là ce qui fait principalement défaut en Afrique. **L'existence d'une élite qui réfléchit** aux modalités par lesquelles elle pourrait créer une économie de production au lieu et place d'une économie d'extraction.

Bref pour revenir à l'Afrique nous dirons que les politiques de développement mises en œuvre ont toutes conduit à l'impasse. Elles ne pouvaient en aucune façon produire l'effet "*trickle-down*" escompté puisqu'elle a été définie comme une véritable stratégie de non industrialisation.

Pour qu'une politique industrielle puisse produire un effet diffusionniste de progrès elle doit en effet viser à créer une activité de production de biens destinés à satisfaire à la fois les besoins du marché interne et ceux du marché externe. Or ce ne fut pas le cas.

Dans leur globalité les politiques de développement en Afrique ont conduit à une seule chose: la mise en valeur des richesses africaines sous l'angle de la rentabilité externe et donc du déficit interne.

C'est Cheikh Anta Diop qui a forgé cette notion de mise en valeur des richesses africaines sous l'angle de la rentabilité externe pour souligner le caractère absurde des politiques de développement en Afrique. L'intelligence de ce concept est primordiale pour bien comprendre les mécanismes de l'arnaque que constituent les politiques du développement.

Illustrons cette arnaque par un exemple concret: celui de la mise en valeur de nos ressources pétrolières.

En Économie Politique la mise en valeur des ressources nationales doit se faire par exploitation des avantages comparatifs. Ainsi un pays doit se spécialiser dans l'exploitation des biens dont les coûts relatifs de production sont les plus bas (Ricardo), ou des biens utilisant le plus intensément les facteurs de production dont il est le mieux doté (Hekscher-Ohlin).



Bref selon cette théorie un pays a avantage à exporter ce que ses dotations naturelles lui permettent de fabriquer à moindre coût et à importer ce dont ses dotations naturelles l'obligeraient à fabriquer à un coût plus élevé.

Cela signifie donc que dans l'un et l'autre cas, les États africains ont intérêt:

- à créer une économie de production en fabriquant des biens à partir des matières premières qu'ils ont en abondance;
- à orienter ces biens vers la satisfaction du marché intérieur et à en exporter seulement le surplus;
- à s'insérer dans la division internationale du travail en exploitant les avantages comparatifs.

Or en Afrique les politiques de développement en recommandant l'option pour une promotion des exportations du secteur primaire nous ont amené à faire tout à fait le contraire.

Dans le cadre du paradigme du développement, les théoriciens du "développement" ont soutenu que nous avons avantage à exporter brut ce dont la nature nous dote en quantité afin d'acquérir les devises nécessaires aux financements de nos projets de développement. Or concrètement cela revient à nous dire de ne pas transformer sur place nos matières premières, de les vendre à l'état brut puis de les racheter lorsqu'elles nous reviennent sous forme de produits dérivés et manufacturés. C'est là une absurdité puisque nous pouvons nous même fabriquer ces mêmes produits sur place et à un moindre coût. C'est ce qui se passe avec le pétrole.

Ce pétrole que nous vendons brut à l'Occident, permet dans ces pays la création d'entreprises qui fabriquent les produits dérivés du pétrole: essence, brosse à dents, lunettes ou verres de contact, emballages, sacs en plastique, vernis, peinture, pneus de voiture, patin de freins, colles, teintures, produits pharmaceutiques, pommades, crèmes, fibre nylon pour l'habillement, etc.

Concrètement cela signifie que ce pétrole y fait l'objet de diverses transformations génératrices de croissance économique. Il s'y transforme en entreprises, emplois, salaires, impôts, etc. Bref il y a un facteur créateur de prospérité. C'est ce que l'on appelle la mise en valeur de nos ressources pétrolières sous l'angle de la **rentabilité externe**.

Ce pétrole que nous vendons brut à l'Occident pourrait être en Afrique un facteur de croissance économique par la création d'entreprise, d'emplois, de salaires, d'impôts si nous prenions l'option de le transformer sur place. Nous verrons que le paradigme de la renaissance africaine invite justement à



organiser notre appareil de production selon une autre logique économique. Celle qui consiste à mettre en valeur nos ressources sous l'angle de la **rentabilité interne**.

Concrètement cela signifie qu'il faut mobiliser nos ressources pour créer une économie de production et non pas pour créer une simple économie d'extraction. Cette économie de production sera orientée de façon synchronique vers la satisfaction du marché intérieur et celle du marché extérieur vers lequel nous exporterons uniquement le surplus de notre production. Parallèlement nous devons nous donner une spécialisation internationale par exploitation des avantages comparatifs. Conquérir donc notre marché intérieur sans nous couper du marché extérieur que nous conquérons à la fois par l'exportation de notre surplus et par l'exploitation de nos avantages comparatifs.

Mais une telle politique économique ne peut être viable que si elle dispose d'un vaste espace différencié de ressources naturelles et d'un vaste espace de consommateurs. Bref si elle dispose d'un marché intérieur viable. Il faut donc assainir le facteur qui empêche la constitution d'un marché intérieur, à savoir les frontières postcoloniales. **C'est pourquoi Cheikh Anta Diop a recommandé la création d'un État fédéral africain** comme cadre optimal pour une politique industrielle et agricole sous l'angle de la rentabilité interne. **Son plan d'industrialisation fédérale de l'Afrique reste donc d'actualité.**



C) Le paradigme du développement comme argumentaire idéologique

Dans les sciences sociales le paradigme du développement se présente comme une vision de la dynamique des sociétés en général. Comme tel, il traduit une lecture évolutionniste de cette dynamique des sociétés. Il véhicule en effet l'idée du progrès historique comme expression d'un mouvement linéaire et cumulatif par maturation diachronique. Comme tel il est un des rares concepts qui en sciences sociales fait l'objet d'une belle unanimité.

Si certains polémiquent sur ses modalités (Écoles libérale, marxiste et néo-marxiste) voir sur son opportunité (École de la décroissance versus École de la croissance continue), en revanche personne ne remet en cause sa pertinence épistémologique sur le terrain sociologique. À savoir, l'idée même que les sociétés sont des structures en progrès et progressent par maturation diachronique selon un itinéraire linéaire et cumulatif.

Cette belle unanimité interpelle la Raison. L'unanimité en sciences sociales est souvent l'indice soit d'un consensus idéologique soit d'une croyance pure et simple. Elle est rarement l'indice d'une objectivité scientifique. Qu'en est-il en ce qui concerne le paradigme du développement ?

L'analyse de ce paradigme comme argumentaire idéologique est rarement fait par les analystes. Notre cursus scolaire et universitaire nous prépare à adhérer à une vision évolutionniste des faits sociaux. Il nous amène à considérer le paradigme du développement comme un paradigme qui va de soi.

Certains auteurs cependant ont su transcender l'impact de leur cursus scolaire et universitaire et avoir le recul nécessaire pour procéder à cette analyse. On citera deux d'entre eux: Gilbert Rist ("*Le développement: Histoire d'une croyance Occidentale*", Ed. Presses de Sciences PO, 2007) et Anne-Marie Chartier ("*Essai critique sur le concept de développement*", Ed Pug, 1996). **Il faut lire ces deux auteurs.**

À notre tour, nous allons examiner l'argumentaire idéologique du paradigme du développement en focalisant notre attention sur les origines et les différents usages du concept du développement dans les sciences sociales.



1°) Les origines du paradigme du développement en sciences sociales

Ce que l'on peut dire de façon certaine est que l'idée de développement n'est que la transposition en sciences sociales de la théorie biologique de l'évolution. Une telle transposition soulève la question de sa légitimité.

Car si en biologie l'idée de développement correspond à un processus réel (le processus naturel au cours duquel par maturation diachronique le fœtus passe du stade de l'embryon à celui de personne humaine à travers des étapes incontournables et universelles) en revanche en sciences sociales l'idée de développement ne correspond à aucune réalité historique. Elle y est une fiction historique. Il faut lire sur ce sujet le livre de Rouland Norbert, "*Anthropologie juridique*", Ed. PUF, 1988. On ne connaît dans l'histoire nulle société qui atteste d'un mouvement historique linéaire et cumulatif. Qui plus est par maturation diachronique.

L'histoire même de l'Occident n'atteste point d'un processus linéaire et cumulatif comme nous l'indiquent la régression historique du Haut Moyen-Âge et plus tard celle du Nazisme. Pire aussi, on peut craindre que dans l'esprit de certains, le processus de maturation diachronique ait pour moteur l'inverse même des facteurs considérés comme cause du sous-développement. La maturation diachronique tiendrait de ce point de vue, du génie de la race, de l'exception culturelle, du climat tempéré, etc.

Voilà pourquoi ils ne prennent jamais la peine de dire quels seraient selon eux les facteurs moteurs du phénomène de la maturation diachronique.

Bref, le développement comme paradigme de l'itinéraire historique des sociétés est donc un paradigme faux. Il n'a aucune assise scientifique. Comme tel, il nous interpelle.

Manifestement sa transposition dans les disciplines des sciences sociales devait répondre à un dessein non pas scientifique mais idéologique. C'est ce dessein idéologique que nous devons identifier si l'on veut s'émanciper des pièges du paradigme du développement comme arme théorique de la domination. Pour cela, une seule solution: étudier les différents usages du concept de développement en sciences sociales.



2°) Les usages du concept de développement en sciences sociales

Notre étude des différents usages du concept de développement en sciences sociales, nous a permis d'établir que dans ces disciplines le concept de développement véhicule en fait un argumentaire idéologique dont la fonction est de masquer, d'occulter, les rapports de force qui sont à l'origine de la domination que l'Occident exerce sur le reste du monde.

Ceci se vérifie dans le cadre de la théorie économique, dans celui de l'économie du développement, dans celui de la sociologie historique, dans celui de la philosophie de l'économie.

- **Dans le cadre de la théorie économique:** ici le concept de développement résume la théorie économique du processus d'industrialisation de l'Europe. Selon cette théorie, l'industrialisation de l'Europe est issue d'une évolution interne dont l'élément central serait l'élargissement progressif des marchés intérieurs venant de l'agriculture. Celle-ci aurait déclenché l'accumulation du capital nécessaire au financement de l'industrialisation.

Or cette théorie en vérité ne correspond pas au processus réel d'accumulation primitive du capital qui a permis de financer l'industrialisation de l'Europe. Le processus réel est celui des rapports de force externe suivants: la conquête de l'Amérique, la traite atlantique, la colonisation. En fait, **depuis Adam Smith** le développement est le discours par lequel l'Occident se déculpabilise de son passé en occultant les rapports de force externe qui ont permis l'accumulation primitive du capital ayant permis le financement de l'industrialisation.

Cette théorie ne repose donc sur aucune base réelle. Elle a en vérité une fonction idéologique: elle véhicule une vision idéalisée du processus d'industrialisation de l'Europe. **Les travaux de Samir Amin et de Walter Rodney** montrent remarquablement le lien entre ces rapports externe et l'accumulation primitive du capital en Europe. Bref, le concept développement véhicule une vision idéaliste du processus d'accumulation du capital qui a permis de financer l'industrialisation de l'Europe. En d'autres termes, il occulte le processus réel de cette accumulation (conquête des Amériques, commerce triangulaire, colonisation).



- **Dans le cadre de la théorie de l'économie du développement:** ici le paradigme du développement postule la thèse du retard historique des sociétés africaines. Comme tel, il véhicule une vision de la trajectoire historique des sociétés africaines qui est infirmé par les sources probantes de cette histoire.

En d'autres termes, il occulte le mouvement réel de l'histoire africaine tel qu'il apparaît à travers les sources probantes de l'histoire africaine. Ces sources montrent que de la préhistoire jusqu'au 16ème siècle, les sociétés africaines attestent d'un mouvement socio-linéaire de leur histoire. C'est seulement à compter du 17ème siècle qu'elles vont basculer dans la précarité historique suite à un processus de régression historique provoqué par des faits de géopolitique interne et externe. Bref le concept de développement nous conduit à adhérer aux conclusions auxquelles aboutit **la version africaniste de l'histoire africaine.**

- **Dans le cadre de la sociologie historique:** ici le concept de développement véhicule une vision naturaliste de la dynamique des sociétés. Cette vision naturalise les écarts de niveau de civilisation entre les peuples et partant confère à la domination que les pays occidentaux exercent sur le reste du monde une justification naturelle. Bref il rend légitime la domination occidentale sur le reste du monde. Il l'a présente comme une domination naturelle. Or nous savons que l'Occident a pris le pas sur les autres sociétés non pas par un processus naturel mais par **un processus macchéologique.**
- **Dans le cadre de la philosophie de l'économie:** le concept de développement véhicule une vision faustienne de l'activité de production des biens et des services. En d'autres termes il rend légitime la soumission de la société aux fins de la production là où c'est la production qui devrait être soumise aux fins de la société.

Notons que l'impasse de la modernité en Occident trouve d'ailleurs là ses origines. Dans sa dynamique de modernité, l'Occident a vu la **philosophie faustienne** (appropriation de la technique, de la science et de la nature pour dominer) prendre le pas sur la **philosophie prométhéenne** (appropriation de la technique, de la science et de la nature pour émanciper). C'est d'ailleurs ce que dénonce l'École de la décroissance dont un des représentants est Serge Latouche.

On peut ainsi expliquer l'échec en Occident de toutes les luttes qui se veulent alternatives.



Elles combattent le capitalisme là ou en vérité **ce n'est pas le capitalisme qui est en cause mais la philosophie faustienne** qui gouverne la société industrielle. À savoir, s'approprier la technique, la science et la nature en dehors de toute régulation déontologique de l'action et de la relation.

Dans le domaine des sciences sociales le paradigme du développement véhicule on l'a vu un argumentaire idéologique qui sert les intérêts de l'Occident dans ses rapports avec les autres nations. **Cet argumentaire sert aussi les intérêts des partisans d'un profit faustien** dans les rapports entre l'économie, l'individu et la nature.

D) Que peut-on conclure sur le paradigme du développement?

Ce concept nous interpelle en raison du rapport énigmatique que nous entretenons avec lui.

Voilà en effet un concept qui est censé être la clef de notre devenir historique. L'économie du développement nous apprend en effet que modernité = développement. Cependant la mise en œuvre des politiques du développement conduit à un effet paradoxal.

D'une part, celui d'**appauvrir les destinataires** de ces politiques (les peuples du tiers-monde) et d'autre part, celui d'**enrichir les prestataires** de ces politiques (les acteurs du développement: experts, coopérants, professeurs, conseiller, membres des gouvernements).

Ce qui est curieux, c'est qu'en dépit de cet effet paradoxal il ne nous vient pas à l'esprit l'idée de nous interroger sur la légitimité scientifique et politique de ce paradigme de notre modernité et nous lui restons attachés comme à la prunelle de nos yeux.

Il faut donc que l'on se pose une question: quelles sont les raisons de cet attachement?

Il me semble que les raisons de cet attachement sont en vérité fort simple: cet attachement est l'indice de la vision européocentrisme du monde qui gouverne nos esprits. Toute notre éducation scolaire et universitaire nous prépare à



adhérer à une vision évolutionniste du progrès historique, à une vision du progrès historique en termes de développement.

Cette vision est tellement présente dans notre système d'éducation que nous finissons par la considérer comme une vision naturelle, voir logique, à un point tel qu'il ne nous vient pas à l'esprit l'idée de nous interroger sur la légitimité politique et scientifique du concept de développement.

Or l'archéologie du concept de développement nous a montré que c'est un concept idéologiquement chargé:

- d'une part, comme vision des politiques à mettre en œuvre pour conduire les sociétés du tiers-monde à la modernité, le paradigme du développement a été introduit dans les relations politiques internationales comme argumentaire géopolitique pour faire prospérer les intérêts des USA;
- d'autre part, comme vision de l'itinéraire historique des sociétés en générale le paradigme du développement exerce en sciences sociales une fonction idéologique. Celle d'occulter les rapports de force à l'origine de la domination que l'Occident exerce sur le reste du monde.

Fondamentalement le paradigme du développement doit donc être analysé comme un paradigme au service d'un dessein étranger aux intérêts des peuples du tiers-monde.

Soyons concret et rationnelle: les politiques de développement conduisent à une mise en valeur de nos richesses sous l'angle de la rentabilité externe alors que l'objet élémentaire de toute politique économique est de mettre en valeur les richesses nationales sous l'angle de la rentabilité interne.

C'est pourquoi il nous faut résolument et une fois pour toutes tourner le dos aux politiques de développement et mettre à la place des politiques de la renaissance africaine.

Nous devons d'autant plus tourner le dos aux politique de développement que les faits nous montrent que tous ceux qui en Afrique n'ont pas mis en œuvre des politiques de développement ont su créer une économie prospère. Je veux parler de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid et de la Rhodésie de Ian Smith.

Ces deux pays ont su construire une économie prospère alors même qu'ils se trouvent en Afrique. Qu'est ce qui explique la différence avec les autres pays africains? La différence tient à quelque chose de bien simple. Ces deux pays ont



refusé le modèle de l'industrialisation par l'exportation des produits du secteur primaire.

Ils ont mis en place des politiques de croissance et non pas des politiques de développement. Ils ont mis en place une économie de transformation et non pas une économie de simple extraction. Or rien ne nous empêche de faire la même chose. Mais pour cela il nous faudrait comme eux tourner le dos aux politiques du développement et adopter des politiques de croissance.

Bref en Afrique **nous devons bannir de notre vocabulaire politique et économique le concept de politique de développement. Voilà encore une solution des plus concrètes.** Car lorsque chacun de nous dit que l'Afrique doit se "développer", il cautionne en fait l'idée que l'Afrique doit **attraper un retard**. Or c'est là une vision fautive des réalités africaines. **L'Afrique n'est pas en retard**. Elle n'a pas un retard à rattraper. L'Afrique est pillée, saccagée, violée, cassée, spoliée, expropriée, vidée, sucée par les africanophages. Pour faire cesser ce vandalisme auquel se livrent les africanophages, il nous faut une autre politique économique. Serait-ce celle qui est inhérente au paradigme de la renaissance africaine? C'est ce que nous allons analyser ci-dessous.



DEUXIÈME SOLUTION À DÉBATTRE: LE PARADIGME DE LA "RENAISSANCE AFRICAINE"

C'est le deuxième paradigme proposé pour atteindre en Afrique l'horizon de la modernité. Il a été forgé et proposé par Cheikh Anta Diop.

Ce paradigme nous interpelle. Il est censé, selon Cheikh Anta Diop, être la clef de notre devenir moderne. Et pourtant il fait l'objet de la plus grande confusion définitionnelle. Ceux-là même qui doivent par sa mise en œuvre accéder à une solution de leur histoire sont ceux-là même qui en véhiculent une définition des plus confuses. Je veux parler de nous autres Africains.

La lecture de la littérature relative à la renaissance africaine montre que personne ne fait une analyse de la cohérence épistémologique des termes qui composent ce concept. Pire encore, tout le monde croit parler de la même chose alors que de façon certaine chacun en a sa propre compréhension:

- certains entendent par renaissance africaine le retour aux solutions du passé;
- d'autres entendent par renaissance africaine le projet d'un développement orchestré par les Africains eux-mêmes;
- tandis qu'à travers les médias occidentaux, ce concept apparaît comme un slogan de remobilisation autour des tâches du développement après le choc des plans d'ajustement structurel.

Or dans les trois cas nous sommes en présence de contre sens. Une chose est sûre: ce paradigme nécessite une clarification intellectuelle. C'est pour opérer une telle clarification que nous avons organisé en janvier 2000 à l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) un colloque intitulé "*L'idée de la renaissance africaine comme paradigme de refondation du Droit, de l'État, de l'Économie, des Sciences et des Techniques en Afrique*". Nous remercions Monsieur Boutros Boutros Ghali pour avoir compris l'intérêt du sujet et de nous avoir ainsi ouvert les portes de l'OIF pour organiser ce colloque.

Que nous dit ce paradigme? L'analyse épistémologique de ce paradigme montre qu'il véhicule les six idées suivantes:

- les sociétés africaines n'ont jamais été des sociétés en retard;
- au contraire même: de la préhistoire jusqu'au 16ème siècle les sociétés africaines ont fait l'expérience d'une dynamique historique socio-linéaire et elles ont même été à l'origine d'un grand nombre d'innovations qui ont fait progresser l'humanité dans divers domaines de la vie sociale sur le terrain spirituel, éthique, politique, scientifique, technique, architectural, médical, artistique, etc.;



- C'est à partir du 17ème siècle que ces sociétés basculent dans un processus de régression historique sous l'impact d'une conjugaison de violences géopolitiques d'origine interne et externe;
- ce processus de régression n'est pas allé sans dégrader la qualité du tissu social africain. Pour l'essentiel il a conduit d'une part à une perte de la maîtrise des ressorts de l'historicité et d'autre part, à une insalubrité du tissu social;
- c'est l'impact sur le tissu social africain qui invite par définition à poser la question de la modernité en Afrique non pas en terme de rattrapage historique mais en terme de refondation du tissu social;
- comme toute politique de refondation du tissu social, celle de l'Afrique passe par la mise en œuvre de deux stratégies distinctes mais complémentaires. A savoir d'une part une stratégie d'assainissement du tissu social et d'autre part une stratégie de réappropriation des ressorts de l'historicité. Ces deux stratégies ont pour objet de restituer aux sociétés africaines l'aptitude à l'historicité c'est-à-dire la capacité de produire par elles-mêmes les conditions matérielles et immatérielles de leur propre existence.

C'est cette vision de la modernité en Afrique que véhicule le paradigme de la renaissance africaine. Cette vision ne tombe pas du ciel. Elle s'appuie sur une analyse scientifique des tenants et aboutissants de la trajectoire historique de l'Afrique. En d'autres termes, elle s'appuie sur un diagnostic de la condition de précarité historique actuelle des sociétés africaines et sur une prescription des politiques nécessaires pour replacer ces sociétés sur les pentes ascendantes du mouvement de l'histoire.

Il faut donc connaître cette analyse. Pour cela il faut revenir au texte fondateur de ce paradigme pour en avoir une intelligence comme idée. Il faut aussi, revenir sur les travaux qui donnent à ce paradigme son assise scientifique comme vision des politiques à mettre en œuvre pour organiser les sociétés africaines postcoloniales comme espace de modernité. C'est pourquoi nous allons exposer ici la définition que Cheikh Anta Diop a donné au concept de la renaissance africaine, le fondement scientifique du paradigme de la renaissance africaine et enfin des exemples concrets des politiques de renaissance africaine à mettre en œuvre.



A) La définition du concept de Renaissance Africaine au regard du texte fondateur

Ce texte fondateur est celui publié par Cheikh Anta Diop en 1948 dans la revue "*Le Musée Vivant*" (n° spécial 36-37, novembre 1948, Paris, 57-65) sous le titre "*Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine?*" Que nous dit ce texte qu'étrangement personne ne prend la peine d'analyser?

Dans cet article, Diop s'interroge sur les critères d'une renaissance africaine dans le domaine des arts et des lettres.

Il ressort de son analyse que dans ce domaine, la renaissance africaine doit s'entendre comme **la renaissance du génie créatif d'expression africaine**. Il en tire la conclusion selon laquelle, concernant le cas de la littérature par exemple la renaissance africaine doit s'entendre comme **la renaissance du génie littéraire des langues africaines**.

Si on s'accorde avec cette conclusion de Diop, il nous faut alors considérer que la littérature africaine francophone et anglophone **ne participe pas** d'un mouvement de renaissance africaine car elles traduisent avant tout le génie de la langue française pour l'une et celui de la langue anglaise pour l'autre. Il s'agit certes d'une littérature de grande qualité. Mais elle ne peut être considérée comme l'expression d'une renaissance du génie littéraire des langues africaines.

Diop retient donc le critère de créativité d'expression africaine comme l'indice d'un phénomène de renaissance historique dans le domaine des arts et des lettres. Ce critère doit retenir toute notre attention car il donne en effet une indication précise sur le sens que Cheikh Anta Diop donne au concept de renaissance africaine.

Le choix du domaine des arts et des lettres par Diop pour s'interroger sur les critères d'une renaissance africaine n'est en effet pas un hasard. Par sa formation universitaire Diop puise son univers intellectuel dans les humanités classiques. Or dans celles-ci le concept de renaissance s'entend expressément du mouvement de la renaissance historique qui en Europe, s'est traduite d'abord par un renouvellement de la créativité dans le domaine des arts et des lettres.



Le concept de renaissance africaine traduit donc chez Diop une référence au mouvement de la renaissance historique en Europe. On peut donc en déduire que le concept de renaissance africaine fait chez Diop écho au concept de la renaissance historique. Il n'est que l'application par Diop au continent africain du concept de la renaissance historique.

Or le concept de la renaissance historique est un concept bien connu en sciences politiques. Il désigne le processus **par lequel une société se réapproprie une qualité qu'elle a perdu au cours de son histoire, à savoir l'historicité** c'est-à-dire la capacité de produire les conditions matérielles et immatérielles de sa propre existence. En d'autres termes c'est l'ensemble des initiatives par lesquelles une société se reconstruit comme agent historique, comme l'agent de sa propre histoire.

La renaissance africaine de ce point de vue peut donc être défini en toute rigueur comme le **processus par lequel les sociétés africaines peuvent se réapproprier l'historicité**, soit la capacité de produire les conditions matérielles et immatérielles de leur propre existence. Et de les produire dans une perspective de modernité, donc de libertés, de prospérité matérielle, de responsabilité politique, de spiritualité, de sciences et de techniques émancipatrices. **Bref par renaissance africaine, il faut entendre la renaissance des sociétés africaines à l'historicité et à une historicité moderne.**

Voilà pourquoi dans le livre publié aux éditions L'harmattan nous avons défini la renaissance africaine comme la renaissance des sociétés africaines à l'historicité et à une historicité moderne. Opter pour la renaissance africaine c'est donc opter pour une renaissance de l'Afrique à l'initiative historique (capacité de conception, d'invention, d'anticipation, de création et d'innovation) dans tous les domaines du savoir et du savoir faire. Autrement dit, opter pour la renaissance africaine, c'est opter pour une renaissance du génie prométhéen d'expression africaine dans tous les domaines du savoir et du savoir faire.

Cette définition est-elle conforme à la pensée de Cheikh Anta Diop? En 1986 dans une conférence donnée au Cameroun, Cheikh Anta Diop confirme cette acception de la renaissance africaine. Il dit expressément "**Toutes nos études du passé constituent seulement un ressourcement de l'âme et de l'esprit africain pour l'aider à retrouver sa créativité afin de mieux faire face aux problèmes du présent, et de mieux organiser l'avenir. Voilà le message que véhiculent mon enseignement et mes travaux.**" (in "Hommage du Cameroun au professeur Cheikh Anta Diop", sous la direction du Prince Dika



Akwa Nya Bonambela, Ed Presses universitaires d'Afrique, Silex, Nouvelles du Sud, 2006, p43).

La créativité est donc, selon Cheikh Anta Diop, le moteur d'un processus de renaissance africaine. C'est pourquoi, par renaissance africaine on doit entendre la renaissance des sociétés africaines à l'historicité et à une historicité moderne. Elle passe par la renaissance du génie créatif prométhéen en Afrique. Elle ne saurait être synonyme d'une reproduction des figures du passé ni d'un projet de développement orchestré par les Africains eux-mêmes. Il s'agit d'un projet de renaissance à l'historicité et à une historicité moderne.

Certes ce projet n'évacue pas le passé. Mais il intègre le passé seulement comme ressort. Il s'agit de s'appuyer sur le passé comme ressort de créativité tant il est vrai que l'on ne peut pas créer ex-nihilo. Il ne s'agit donc pas de reproduire le passé car en reproduisant le passé on ne fait pas œuvre de créativité au regard de l'originalité des problèmes du temps présent. Il s'agit simplement de se demander quelles leçons heuristiques notre expérience passé peut nous donner en matière d'organisation des sociétés sur la base de critères d'efficience, d'émancipation et de rationalité.

Voilà pour la renaissance africaine comme idée. Il nous faut maintenant examiner ses fondements scientifiques en tant que paradigme des politiques de modernité à mettre en œuvre.

B) Le fondement scientifique du paradigme de la renaissance africaine

Dans les années 60 Cheikh Anta Diop avait coutume de dire que si au niveau de sa génération l'Afrique ne basculait pas sur la pente de son destin fédéral, le sort de l'Afrique au 20ème siècle serait compromis.

Les évènements lui ont donné raison puisque aujourd'hui les conditions de vie de nos populations se sont dégradées au point d'être plus basses que ce qu'elles étaient au lendemain des indépendances. Le pessimisme par rapport à l'avenir est tel que même les institutions internationales réduisent désormais leurs ambitions pour l'Afrique à la simple lutte contre la pauvreté.

Est-ce à dire que nous sommes condamnés au 21è siècle à connaître le sort qui a été le nôtre au 20 ème siècle? Non car **Cheikh Anta Diop nous a laissé en héritage la solution pour nous en sortir**. Il s'agit du matériau dont nous pouvons nous servir pour construire le seul paradigme susceptible de nous



introduire à l'intelligence des politiques efficaces pour organiser nos sociétés comme espace de modernité, à savoir **le paradigme de la renaissance africaine**. Il nous appartient de le construire à partir des matériaux que Cheikh Anta Diop nous a laissé en héritage.

Pour construire ce paradigme, il nous faut avoir le courage d'ouvrir un chantier intellectuel complexe mais heuristique. Ce chantier est celui qui a pour objet de tirer les conclusions que l'œuvre de Cheikh Anta Diop impose sur le terrain de l'analyse politique.

Il faut se rappeler en effet que cette œuvre a des implications sur le terrain de l'analyse politique. Si c'est le rôle des historiens de vulgariser et diffuser l'œuvre de Diop, en revanche c'est le rôle des politologues, juristes, sociologues et économistes, de tirer les conclusions que cette œuvre impose sur le terrain politique. C'est ce qui est rarement fait. C'est ce que nous allons faire ci-dessous. C'est aussi ce à quoi nous invitons tous les politologues, juristes, sociologues et économistes en Afrique.

1°) Un diagnostic: la trajectoire historique de l'Afrique selon les sources probantes de l'histoire africaine

Le concept de renaissance africaine chez Diop traduit donc une idée précise: celle d'une renaissance des sociétés africaines à l'historicité et à une historicité moderne.

Comme tel, cette idée ne tombe pas du ciel. Elle a été forgée par Cheikh Anta Diop à partir de l'information heuristique que nous procure les sources probantes de l'histoire africaine sur une question particulière. Celle de l'impact de la trajectoire historique de l'Afrique sur la nature des politiques à mettre en œuvre pour organiser les sociétés africaines comme espace de modernité.

Il faut donc connaître cet impact si l'on veut formuler des solutions concrètes pour l'Afrique. Pour cela il convient d'examiner la trajectoire historique de l'Afrique tel qu'elle apparaît à travers les sources probantes de l'histoire africaine.

Selon les travaux de Cheikh Anta Diop les sources probantes de l'histoire africaine montrent que l'Afrique n'a jamais été un continent en retard. Au contraire même, de la préhistoire jusqu'au 16ème siècle les sociétés africaines ont fait l'expérience d'une dynamique historique socio-linéaire et elles ont été à l'origine d'un grand nombre d'innovations qui ont fait progresser l'humanité



dans divers domaines de la vie sociale: art, architecture, sciences, philosophie, spiritualité, mathématiques, médecine, politique, etc.

Mais à compter du 17^{ème} siècle les sociétés africaines basculent dans un processus de régression historique sous l'impact de turbulences géopolitiques d'origine externe et interne. Ces turbulences ont porté des coups au tissu social africain. Elles ont laissés des traces en termes de traumatismes matériels et immatériels sur le tissu politique, économique, démographique et psychologique.

Ces traces s'analysent comme les conséquences du processus de régression historique du tissu social africain. De façon globale, ce processus de régression historique a eu deux conséquences:

- d'une part, **la perte du contrôle des ressorts de l'historicité**: à savoir la souveraineté, l'appareil d'État, l'appareil économique de production, le système éducatif, la formation des élites, le discours historique sur sa propre trajectoire, la recherche pour une production d'un savoir scientifique et technique, etc.;
- d'autre part, **l'insalubrité du tissu social**: à savoir, la formation de **pathologies comportementales sur le plan culturel** (préjugé sur l'aptitude de la culture africaine à servir comme support d'un projet de modernité), **sur le plan intellectuel** (hétéronomie de la pensée), **sur le plan gouvernemental** (une culture politique libertaire) et **sur le plan économique** (une mise en valeur de nos richesses sous l'angle de la rentabilité externe).

Bref si l'on s'appuie sur cette version de l'histoire africaine force est de conclure qu'il ressort des travaux de Cheikh Anta Diop que le processus de régression historique en Afrique n'est pas allé sans laisser des traces sur le tissu social.

Ces traces se présentent dans la forme de séquelles qui impriment à notre tissu social une configuration défavorable à l'historicité c'est-à-dire aux libertés, à la croissance économique, à la responsabilité politique, aux sciences et aux techniques.



2°) Prescription: l'impact de la trajectoire historique africaine sur la nature des politiques de modernité à mettre en œuvre

Quelles sont les conclusions qu'une telle analyse implique sur le terrain de l'analyse politique?

Si on prend en considération cette vision de la trajectoire historique de l'Afrique, on est amené à deux conclusions :

- **d'une part**, dans le contexte d'un tissu social issu d'un processus de régression la question de la modernité se pose par définition non pas en termes de rattrapage historique mais en termes de refondation du tissu social comme tissu à nouveau propice aux libertés, à la croissance économique, aux sciences, aux techniques et à la spiritualité;
- **d'autre part**, au regard de l'impact du processus de régression historique sur le tissu social (à savoir la perte des ressorts de l'historicité et l'insalubrité du tissu social) cette politique de refondation du tissu social doit emprunter la forme de deux stratégies distinctes mais complémentaire. À savoir, d'une part une stratégie d'assainissement du tissu social, d'autre part une stratégie de réappropriation des ressorts de l'historicité.

La première vise à purger le tissu social africain de toutes les séquelles consécutives à 4 siècles de traumatismes matériels et immatériels qui donnent à son tissu social la configuration d'un tissu impropre à l'historicité. Il s'agit par cette stratégie de mettre fin à la configuration pathologique du tissu social africain, en le purgeant de toutes les insalubrités héritées du processus de régression historique et qui handicapent nos sociétés en ce sens qu'ils configurent notre tissu social comme tissu impropre à l'historicité.

La seconde vise à restituer aux sociétés africaines la maîtrise des facteurs qui confèrent à un peuple la capacité de produire les conditions matérielles et immatérielles de sa propre existence.

À savoir:

- la souveraineté;
- l'appareil d'État;
- l'appareil économique de production;
- le système éducatif;
- la formation des élites;
- le discours historique sur sa propre trajectoire;
- la recherche pour la production d'un savoir scientifique et technique.



Il s'agit par cette stratégie de redonner aux sociétés africaines le contrôle sur les facteurs qui confèrent à un peuple la capacité historique de s'organiser comme pôle d'initiatives politique, économique, technique, scientifique, philosophique, idéologique et spirituelle.

Voilà concrètement au regard du paradigme de la renaissance africaine les politiques à mettre en œuvre en Afrique au lieu et place des politiques du développement.

C) Des exemples concrets de politiques de renaissance africaine à mettre en œuvre

Les politiques de la renaissance africaine se définissent comme des politiques de refondation du tissu social. Elles se déclinent dans la forme de deux principes distincts mais complémentaires qui ont vocation à servir comme fil directeur de toute politique sectorielle mise en œuvre.

Nous avons donc là les deux principes directeurs des politiques que nous avons à mettre en œuvre pour organiser les sociétés africaines comme espace de modernité. Quelque soit la politique sectorielle décidée, elle devra présenter comme fil directeur un objectif d'assainissement du tissu social et de réappropriation des ressorts de l'historicité. Nous allons ici donner deux exemples concrets.

1°) Une politique d'assainissement du tissu social: l'assainissement de notre appareil économique

L'organisation rationnelle de l'appareil économique est le levier le plus puissant qui permet à un peuple de passer d'une ère de la rareté à une ère de l'abondance et de prospérité matérielle. Cette rationalité consiste à mettre en valeur les ressources nationales sous l'angle de la rentabilité interne. Que ce soit du point de vue des échanges avec l'extérieur que de celui des besoins interne de consommation.

Or en Afrique c'est exactement le contraire qui s'est passé. Notre appareil économique est aujourd'hui organisé de manière irrationnelle. Il est organisé de manière à empêcher toute prospérité interne. Concrètement, cet appareil organise une mise en valeur des richesses sous l'angle de la seule rentabilité externe et consolide des marchés intérieurs non viables. Cet appareil présente donc un caractère d'insalubrité. Insalubre car il constitue un obstacle à toute dynamique de prospérité interne.



Il faut donc assainir cet appareil par une politique de mise en valeur des richesses nationales sous l'angle de la rentabilité interne. **Il existe une formule tryptique pour assainir notre appareil économique.**

- a) Organiser notre appareil économique comme un **appareil de transformation** c'est-à-dire de production de biens manufacturés;
- b) Identifier et sélectionner les **biens à produire pour le marché externe et ceux à produire pour le marché interne** à partir du critère des avantages comparatifs. En fait, ce critère des avantages comparatifs doit être appliqué pour organiser les échanges à l'échelle locale (entre les différentes régions d'un pays), à l'échelle africain (entre les différents pays africains) et à l'échelle mondiale (dans nos échanges avec le reste du monde);
- c) Orienter l'appareil économique vers **la satisfaction simultanée du marché interne et du marché externe.**

Bref notre politique économique peut prendre la forme d'une politique industrielle et agricole qui mobilise les dotations nationales en compétences grise et en matière premières pour la fabrication de produits manufacturés destinés d'une part à satisfaire le marché interne et d'autre part à satisfaire le marché externe par l'exportation du surplus. **Il s'agit donc de produire sur la base du critère des avantages comparatifs.**

Mais une telle politique économique ne sera viable que si elle dispose d'un vaste espace différencié de ressources naturelles et d'un vaste espace de consommateurs. Bref si elle dispose d'un marché intérieur viable. Il faut donc assainir le facteur qui empêche la constitution d'un marché intérieur viable: **les frontières post coloniales.**

C'est pourquoi Cheikh Anta Diop a recommandé la création d'un État fédéral africain comme cadre optimal pour une politique industrielle et agricole sous l'angle de la rentabilité interne. Son plan d'industrialisation fédérale de l'Afrique reste donc d'actualité.



2°) Une politique de réappropriation des ressorts de l'historicité: la réappropriation de l'appareil d'État par la société civile

L'État est le levier historique le plus puissant que les peuples aient inventé pour se construire comme les agents de leur propre histoire.

Or en Afrique, l'État n'appartient pas à la société civile. Il appartient aux africanophages c'est-à-dire des gens qui se nourrissent et s'enrichissent à partir de l'appauvrissement des populations africaines. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'orchestre pas les initiatives de transformation de la société. L'État en Afrique appartient à des individus qui ont une culture politique libertaire. Ils ne visent qu'une seule chose: l'accès à la rente financière que procure le contrôle de l'appareil d'État. La société civile en Afrique doit donc se réapproprier l'État pour que triomphe enfin l'intérêt général et que soit fait échec aux africanophages.

Comment la société civile pourrait-elle se réapproprier l'État? La réponse est simple: par l'assainissement du tissu politique. Un tel assainissement s'opère de lui-même dès lors que la question de la démocratie est correctement posée. Autrement dit dès lors qu'elle est posée non pas en termes d'élection mais en termes de transparence.

Cette transparence doit se vérifier à différents niveaux

- **celui des élections:** les élections sont transparentes lorsqu'elles mettent en compétition non pas une multitude de candidats mais des candidats pluralistes, c'est-à-dire dotés de **programmes politiques différents**. Elles sont aussi transparentes lorsqu'elles s'accompagnent d'un régime d'incompatibilités. En l'espèce dans le cas africain devrait être déclaré inéligible de Droit toute personne ayant exercé un mandat politique ou une fonction gouvernementale au sein d'un État libertaire.
- **celui des engagements électoraux:** ils sont transparents lorsqu'ils font l'objet d'un **contrôle post-électoral continu** par un organe doté d'un pouvoir d'investiture et de destitution des candidats. Concrètement cela signifie qu'il faut créer un organe de contrôle des engagements électoraux. Celui-ci sera chargé de valider les candidatures, d'entériner les engagements électoraux, d'investir le candidat élu et enfin de destituer le candidat élu si l'action de son gouvernement ne coïncide pas avec ses engagements électoraux. Cet organe doit être un organe indépendant du pouvoir exécutif. C'est la leçon que nous donnent les expériences antiques de la séparation des pouvoirs en Afrique.



- **Celui de l'exercice des pouvoirs:** l'exercice des pouvoirs est transparent lorsque chaque pouvoir est soumis à une procédure de contrôle. Ainsi, le pouvoir de législation doit faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité, le pouvoir réglementaire doit faire l'objet d'un contrôle de légalité et le pouvoir exécutif et parlementaire doivent pouvoir agir l'un sur l'autre (droit de dissolution pour l'un et droit au dépôt d'une motion de censure pour l'autre).
- **Celui de la gestion et allocation des ressources publiques:** on doit mettre en place un organe indépendant de l'exécutif qui contrôle l'allocation annuelle des finances publiques.

La réalisation de l'ensemble de ces obligations conduit à une **publicisation de l'État** et donc à une réappropriation de l'État par la société civile. Il faut lire le livre de Guillaume Pambou Tchivounda, "*L'État africain postcolonial*", Ed Pédone. Il explique très bien la notion de publicisation de l'État.

3°) Une politique d'assainissement de notre tissu culturel: l'assainissement de notre conscience historique

Aujourd'hui notre conscience historique est polluée par la version africaniste de l'histoire africaine. Cette version cherche à convaincre les Africains que c'est grâce à l'Europe qu'ils sont enfin entrés dans l'histoire. Elle nous fait porter sur nous même un regard qui nous fait douter de nos capacités prométhéennes à produire par nous-mêmes les conditions matérielles et immatérielles de notre propre existence.

Ce regard est **un regard atrophiant**. Il nous amène à renoncer à penser notre projet de modernité sur la base d'une autonomie des normes, des intérêts, des logiques et des priorités qui président à notre action.

Il nous faut donc assainir notre conscience historique. Comment? Par une politique de diffusion de l'histoire africaine telle qu'elle nous apparaît à travers les sources probantes de l'histoire africaine. Cet assainissement nous permettra de libérer notre génie créatif du carcan de la camisole dans laquelle l'a enfermé la version africaniste de l'histoire africaine. Elle nous restituera la confiance en notre identité humaine générique: **pouvoir de conception, d'invention et d'innovation**. Selon Cheikh Anta Diop, "*elle réveillera le géant qui sommeille en chacun de nous*".



Cette politique présentera aussi un autre avantage: la réappropriation par ricochet de notre mémoire historique. Il nous faut être toujours conscient que notre mémoire historique n'est pas sans pouvoir nous donner des leçons heuristiques sur la question des modalités d'organisation d'une société sur la base des principes d'efficience, d'émancipation et de rationalité.

Plus précisément elle peut nous aider à prendre les bonnes options face aux questions que pose le présent. Par exemple si à l'époque des partis uniques nous nous étions appropriés notre mémoire historique nous aurions étouffé dans l'œuf l'argument selon laquelle la démocratie était étrangère à la culture africaine. L'analyse des institutions politiques africaines (ceux du Moogo et du Yatenga par exemple) aurait permis de faire échec à l'argument selon lequel la démocratie serait étrangère à la culture africaine. Cette mémoire nous apprend que notre culture n'est pas étrangère aux notions de droits de l'homme, à la séparation des pouvoirs, aux règles du marché, etc.

4°) Une politique de réappropriation de l'outil scientifique et technique

Cheikh Anta Diop a écrit sur ce sujet un article remarquable intitulé: "*Perspectives de la recherche scientifique en Afrique*" in Notes africaines, n°144, Octobre 1974,p85-88. Nous renvoyons le lecteur à la lecture de cet article. Il a été à nouveau publié dans la Revue Ankh,n°8/9, 1999-2000.

Les politiques de la renaissance africaine sont donc des politiques de renaissance historique càd de refondation du tissu social comme tissu à nouveau propice à l'historicité. Elles se présentent à l'analyse comme des politiques qui ont pour fil directeur deux objectifs : l'assainissement du tissu social et la réappropriation des ressorts de l'historicité. Ce sont ces politiques que l'on propose comme alternative à l'impasse des politiques du développement. Voilà pourquoi l'ouvrage publié aux éditions L'harmattan porte comme titre La Renaissance africaine comme alternative au Développement.



3. LES SOLUTIONS CONCRÈTES À RETENIR

Au terme de cette conférence, quelle synthèse est-il possible de faire en termes de solutions concrètes? C'est ce que nous allons exposer ci-dessous.

Au 19^{ème} siècle, l'Europe a pu coloniser l'Afrique parce qu'elle a su infliger aux sociétés africaines une défaite militaire, technique et scientifique. L'Europe disposait alors dans ces domaines d'une supériorité inédite et sans précédent sur le reste du monde.

Dans les années soixante, divers faits politiques externes et internes au continent ont permis aux peuples africains de reconquérir leur indépendance politique. À savoir la liberté pour un peuple de disposer de son système politique et de ses ressources matérielles. Mais en fait d'indépendance il n'y eut en vérité qu'une décolonisation c'est-à-dire la fin de l'occupation militaire des territoires africains. Globalement les intérêts politiques et économiques coloniaux ont continués à prospérer.

C'est cette pérennité du système de mise en valeur des richesses africaines sous l'angle de la rentabilité externe qui explique qu'aujourd'hui encore l'Afrique croule sous la misère matérielle tandis qu'au même moment ses propres richesses matérielles contribuent à la prospérité de l'Occident.

Comment expliquer cette énigme d'une indépendance qui se réduit à une simple décolonisation qui permet aux intérêts coloniaux de continuer à prospérer?

La métaphore des imaginaires enchaînés du poète turc Nazim Hikmet donne une explication pédagogique à cette énigme. Dans son poème de 1948, "*Les ennemis*", il écrit "*Nos bras sont des branches chargées de fruits, L'ennemi les secoue, l'ennemi nous secoue jour et nuit, Et pour nous dépouiller plus facilement, plus tranquillement, Il ne met plus la chaîne à nos pieds, mais à la racine même de notre tête, ma bien aimée*".

Nazim Hikmet nous fait comprendre que libérer les esclaves de leurs chaînes matérielles ne suffit pas. Il faut encore les libérer des chaînes immatérielles par lesquelles le maître enchaîne leur imaginaire et partant gouverne leur action. Car là où le discours du maître continu à gouverner l'imaginaire des esclaves ce sont ces derniers qui lui offrent la possibilité de disposer librement de leur force de travail.



Quelles sont les chaînes de l'imaginaire par lesquelles l'Occident nous amène à adhérer à ses politiques de mise en valeur de nos richesses sous l'angle de la rentabilité externe et partant du déficit interne ?

La première de ces chaînes est celle par laquelle l'Occident a su jeter un voile sur le passé des Africains, celle par laquelle il a assombré le passé des sociétés africaines. Cette chaîne est la version coloniale (dite aussi eurocentrique ou africaniste) de l'histoire africaine. Laquelle est encore enseignée au sein des universités où se forme l'élite politique et intellectuelle africaine.

Il s'agit bel et bien d'une chaîne car cette version de l'histoire africaine permet à l'Occident de neutraliser l'aptitude des sociétés africaines à l'historicité, c'est-à-dire la capacité à penser et produire par elles-mêmes les conditions matérielles et immatérielles de leur propre existence. La version coloniale de l'histoire africaine a pour effet principal d'organiser l'hétéronomie de la conscience politique et intellectuelle en Afrique. Elle provoque l'hétéronomie des normes, des valeurs, des principes et des intérêts qui gouvernent l'action de l'élite politique et intellectuelle en Afrique.

Par cette hétéronomie elle conduit l'intelligentsia africaine à renoncer à maîtriser par elle-même les ressorts de l'historicité. Bref cette chaîne ampute l'élite politique et intellectuelle africaine de toute ambition historique, notamment celle d'être l'agent de sa propre histoire.

Cheikh Anta Diop, le premier a forgé les outils nécessaires pour briser cette chaîne en restituant à la conscience africaine l'itinéraire réel de sa trajectoire historique. Ce travail de Diop rend désormais possible l'autonomie de la conscience politique et intellectuelle en Afrique. Mais le macchettum (l'empreinte) laissé par la version coloniale de l'histoire africaine ankylose encore l'imaginaire de l'élite africaine. Elle ankylose encore ses aptitudes à l'historicité, et de ce fait, l'empêche d'accéder à la volonté d'être l'agent de sa propre histoire.

Seule de ce point de vue une diffusion massive de l'œuvre de Cheikh Anta Diop permettra d'effacer l'empreinte de cette chaîne et de restituer à l'élite africaine ses aptitudes à l'historicité. Elle seule permettra de restituer à cette élite l'ambition historique d'être l'agent de sa propre histoire et d'une histoire socio-linéaire. Libérant ainsi le génie prométhéen de l'élite politique et intellectuel africain.



La deuxième chaîne par laquelle l'Occident enchaîne notre imaginaire et partant notre manière d'agir dans le monde est la théorie du "développement". Par cette théorie l'Occident parvient à nous faire adhérer à des politiques économiques qui organisent la mise en valeur de nos richesses sous l'angle de la rentabilité externe. Autrement dit, elle parvient à nous faire adopter des politiques qui l'enrichissent à partir de notre appauvrissement. La théorie du développement est le bandeau qui nous empêche de faire le distinguo entre les politiques de modernité qui servent nos intérêts et celles qui servent uniquement les intérêts de l'Occident.

La théorie du "développement" invite à mettre en œuvre des politiques qui conduisent les sociétés africaines dans un cul-de-sac où l'Occident les dépouille tranquillement de leurs richesses matérielles. Mais les Africains dans leur imaginaire sont tellement fascinés, hypnotisés par le concept du développement qu'ils ne parviennent pas à concevoir l'idée même d'une interrogation sur la légitimité épistémologique et politique de ce concept.

Et pourtant il nous faut avoir le courage de l'interroger. Elle est la dernière chaîne qui compromet le devenir des sociétés africaines. C'est cette chaîne qu'il convient désormais de briser car elle embrouille notre lecture de la modernité et nous empêche d'avoir une visibilité des tenants et aboutissants de notre devenir.

Une chose est certaine, l'Afrique baigne dans une multitude de théories qui obscurcissent sa visibilité des enjeux géopolitiques des perspectives de modernité que les uns et les autres lui proposent. En fait depuis les indépendances, l'Afrique postcoloniale a été le déversoir d'une multitude d'idéologies et de théories nées de problématiques sans rapport avec les enjeux réels des sociétés africaines et souvent au service d'intérêts étrangers à ceux des populations africaines. Il s'est donc agi d'idéologies d'emprunt.

Cette profusion d'idéologies et de théories d'emprunt crée en Afrique une cacophonie intellectuelle et une confusion conceptuelle qui empêchent l'imaginaire politique en Afrique d'entrevoir avec clarté le choix des moyens opportun pour agir en retour sur la société en vue de leur transformation.

L'Afrique a donc besoin impérativement d'une clarification intellectuelle et conceptuelle pour pouvoir entrevoir avec clarté les voies objectives qu'il faut emprunter pour organiser ses espaces comme espace de modernité.



Cette conférence a été aussi pour moi l'occasion d'entreprendre cette clarification épistémologique en ce qui concerne trois concepts clés de notre avenir: le concept de **modernité**, celui de **développement** et celui de **renaissance africaine**.

De cette clarification il nous apparaît que l'on peut retenir les solutions fondamentales que je présente ci-dessous.

A) PREMIÈREMENT: ASSAINIR NOS ESPRITS

Assainir nos esprits en nous libérant des deux chaînes qui nous empêchent d'agir.

À savoir:

- d'une part, la **version africaniste de l'histoire africaine**. C'est elle qui entrave notre capacité à penser par et pour nous-mêmes. On peut s'en libérer par une diffusion et vulgarisation massive de l'œuvre de Cheikh Anta Diop. Utilisons le cinéma, le théâtre, la bande dessinée, la radio, la télévision pour diffuser au sein de l'imaginaire social africain la version Diopienne de l'histoire africaine.
- d'autre part, la **théorie du "développement"**. C'est elle qui nous empêche de choisir les bonnes options pour l'avenir. On peut **la combattre en bannissant le concept de "développement" de notre vocabulaire économique et politique en Afrique**. Car lorsque quelqu'un dit que l'Afrique doit se "développer", il suppose et il adhère à l'idée que l'Afrique doit rattraper son retard. Or c'est là une vision fautive des réalités africaines. L'Afrique n'est pas en retard. Elle n'a pas un retard à rattraper. L'Afrique est pillée, saccagée, violée, cassée, spoliée, expropriée, vidée, sucée par les africanophages. Pour faire cesser ce vandalisme auquel se livrent les africanophages, il nous faut une autre politique économique. C'est celle qui est inhérente au **paradigme de la renaissance africaine**.



B) DEUXIÈMEMENT: NOUS APPUYER SUR NOTRE PATRIMOINE PHILOSOPHIQUE POUR DÉFINIR UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Un grand nombre de dirigeants africains honnêtes ont échoués parce qu'en définitive une fois au pouvoir ils n'avaient pas un programme politique alternatif. Avant de conquérir le pouvoir il faut déjà savoir ce que l'on veut faire au moyen du pouvoir. Il faut savoir exactement quel est le programme politique à mettre en œuvre. Sinon on bascule dans le bricolage gouvernemental. Nous avons ici indiqué une piste en proposant la modernité comme configuration que nous souhaitons que présente nos sociétés.

Les principes à partir desquels on peut organiser une société comme société moderne sont des principes connus, applicable et efficaces. En outre notre patrimoine philosophique nous lègue une définition de la modernité. En nous appuyant sur la philosophie politique que véhicule les concepts de Muntu et de Mâat, nous pouvons élaborer pour le 21ème siècle un projet de modernité qui réinstallera les sociétés africaines sur les pentes ascendantes du mouvement de l'histoire.

C) EN TROISIÈME LIEU, SE RÉAPPROPRIER L'ÉTAT

Se réapproprier l'État car c'est le seul outil qui permet le changement social. L'État est le seul levier qui nous fera basculer définitivement sur la pente de notre destin moderne. Cela signifie donc qu'il faut se réapproprier l'État par la voie démocratique. Il faut donc participer pleinement à la compétition électorale dans chaque pays africain.

D) EN QUATRIÈME LIEU: SE CONSTITUER EN TANT QUE PARTI POLITIQUE POUR COORDONNER NOTRE ACTION POLITIQUE À L'ÉCHELLE DU CONTINENT

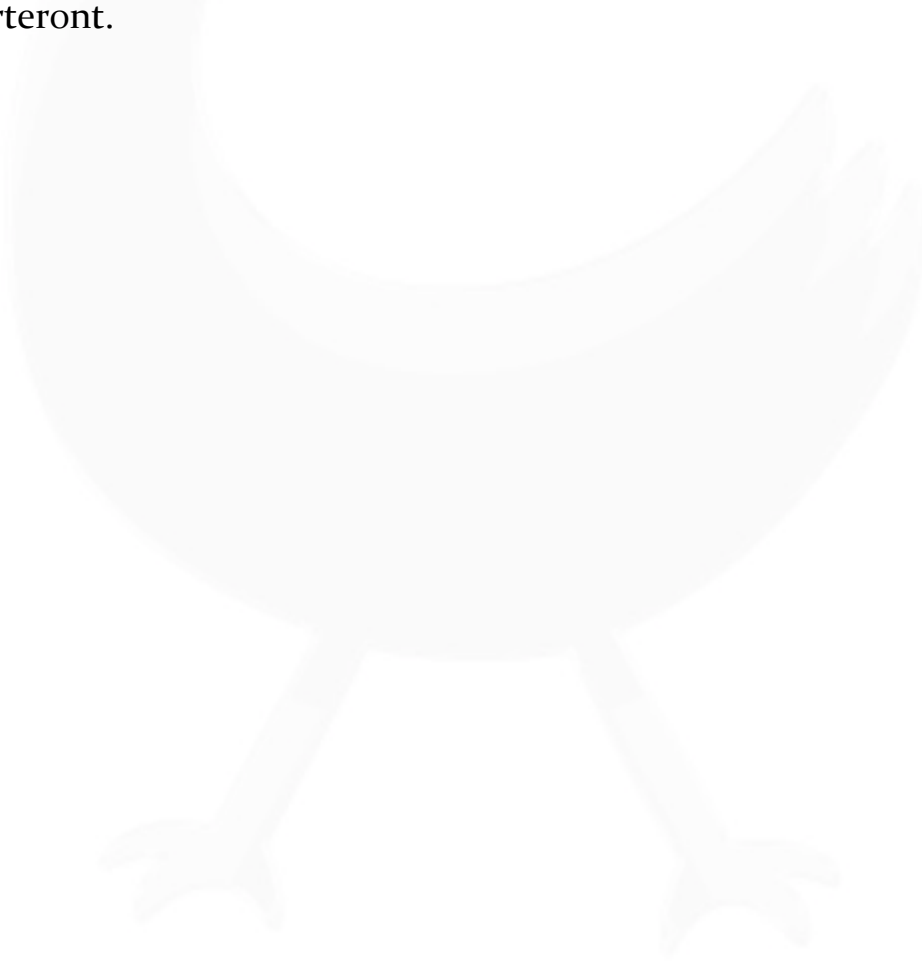
Il s'agit d'un parti politique doté d'un paradigme politique qui fédère ses antennes nationales et permet de répondre aux questions suivantes:

- qui sommes-nous d'un point de vue idéologique?
- quel type de société nous voulons construire?
- par quels moyens voulons-nous conquérir le pouvoir politique?
- selon quelle philosophie économique nous voulons produire les biens et les services?
- selon quelle philosophie politique (système et régime politique) voulons-nous être gouvernés?



De ce point de vue, on peut d'ores et déjà proposer les trois paradigmes suivants: le **fédéralisme**, la **démocratie** et la **renaissance africaine**. On doit donc créer un parti politique fédéraliste pour la démocratie et la renaissance africaine. On l'appellera **PARAFEDEM**: parti africain pour la renaissance africaine, le fédéralisme et la démocratie.

Bref il faut créer des Parafedem à l'échelle de chaque pays africain et participer aux élections dans chacun des pays africains. Une fois que ce parti aura par la voie démocratique conquis le pouvoir dans chaque pays africain, il proposera à chaque gouvernement africain de signer un traité international de fédération. D'ici là, il faut doter ce parti de moyens d'information: librairie, maison d'édition, site internet, chaînes de télévision et de radio. Il faut donc démarcher des mécènes ou des soutiens qui partagent nos convictions politiques c'est-à-dire notre paradigme et leur proposer des investissements qui leur rapporteront.



CONCLUSION

L'Association Kheperu N Kemet a fondamentalement raison d'exiger que l'on réfléchisse à la question des solutions concrètes à partir de notre propre paradigme. Car au terme de cette conférence on s'aperçoit que nous pouvons retenir le mot d'ordre suivant: **pour changer l'Afrique, changeons de paradigme**. Abandonnons le paradigme du "développement" et adoptons le paradigme de la "renaissance africaine".

Si nous changeons en effet notre manière d'interpréter les questions africaines alors les solutions concrètes nous apparaîtrons dans toute leur heuristique. Une fois posée, le paradigme de la renaissance africaine laisse entrevoir des solutions concrètes pour organiser les sociétés africaines comme espace de modernité.

Rappelons que le paradigme de la renaissance africaine véhicule l'idée selon laquelle l'avènement de la modernité au sein des sociétés africaines postcoloniales passe par un processus de renaissance historique. Comme tel, il invite à remplacer les politiques du développement par des politiques de refondation du tissu social.

Par refondation du tissu social, il faut entendre une politique qui vise à refonder le tissu social comme tissu à nouveau propice à l'historicité c'est-à-dire à la capacité pour les sociétés africaines de produire les conditions matérielles et immatérielles de leur propres existence.

Cette refondation passe par la mise en œuvre de politiques sectorielles dont le fil directeur se traduit par deux objectifs distinctes mais complémentaires: d'une part un objectif d'**assainissement du tissu social**, d'autre part un objectif de **réappropriation des ressorts de l'historicité**.

Nous avons mis ici en perspective des solutions concrètes, minimales mais colossales. Tant qu'elles ne seront pas réalisées, tout effort sera vain et se terminera par l'échec. Leur réalisation seule permettra que les efforts débouchent sur le succès. Il appartient à la jeunesse africaine de s'emparer du contenu du texte de cette conférence et d'en faire un sujet de débat. Un débat non pas polémique mais **critique**. Il leur appartient aussi de créer dans tous les pays africains des Parafedem pour participer à la vie électorale afin de se réapproprier l'État par une voie pacifique.



Nous ne manquerons pas de prier les Ancêtres de notre combat politique afin qu'ils accompagnent notre jeunesse dans cette tâche gigantesque qui consiste à conquérir à nouveau la capacité de créer les conditions matérielles et immatérielles de leur propre existence.





KHEPERU N KEMET

La "*Renaissance Africaine*"
comme alternative au
paradigme du "*développement*"